GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT: Trois Mois, 18 Francs. Six Mois, 36 Francs. L'année, 72 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2, au coin du quai de l'Horloge, à Paris. (Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour royale de Paris (aud. solenn.): Question d'état. — Tribunal civil de la Seine (4e ch.): Affaire des terrains de la Boule-Rouge; ouverture de crédit; demande en résolution. JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. criminelle). Bulletin: Péage de pont; tarif; interprétation. — Contraventions indirectes; inscription de faux; amende. — Contravention de simple police; procès-verbal; dénonciation. — Cour royale de Paris (app. corr.): Assainissement des appartements; isolement; courant d'air; ventouses; pierre hydrofuge; contrefaçon; dommages-intérêts; appel incident. — Cour d'assises de la Seine: Bande Bougeois dit Misère, et Mallet; vols nombreux; tentative d'homicide volontaire; affaire de la rue Sainte-Foy; les époux Couderc. QUESTIONS DIVERSES. EXECUTION DE FOURRIER. CHRONIQUE.

JUSTICE CIVILE

COUR ROYALE DE PARIS (chambres réunies).

Présidence de M. le premier président Ségurier.

Audience solennelle du 8 février.

QUESTION D'ÉTAT.

La Cour royale était appelée à juger aujourd'hui une question d'état. Voici les faits, tels qu'ils résultent de la discussion à laquelle se sont livrés les avocats des parties, M. Boudin de Vesvre et Thureau:

Le 23 avril 1802, Daquer naquit à Cologne (Prusse), de Maximilien Dequer, directeur de la poste aux lettres, et d'origine française (il était né en Lorraine en 1770), et de Gertrude Sametz, Prussienne. Il fut élevé à Cologne au milieu de sa famille, et mis en pension chez l'instituteur Desquovené, et destiné par son père au commerce.

Le 10 décembre 1818, il fut envoyé par son père à l'École des arts et métiers de Châlons. Il en sortit en 1822. Le 19 octobre 1822, il s'engagea volontaire dans la 5e compagnie du 25e régiment d'infanterie royale de Prusse, sur la demande de son père. Le 20 juin 1823, il passa dans le 28e régiment d'infanterie.

En décembre 1823, Daquer entra, en qualité de commis, dans une maison de commerce à Paris, et y resta jusqu'en avril 1826.

En 1826 il entra dans une maison de soierie à Vienne. En 1830 il était commis intéressé dans une maison de modes à Vienne; cette maison fit faillite.

En 1831 il entra comme commis à l'ambassade française. Le 20 août 1833, une ordonnance royale élevait Daquer à la fonction de chancelier; il ne tarda pas à se marier, et se présente comme sujet prussien.

Il ne fait aucune publication en France, et se marie en sujet prussien.

Deux enfants sont nés de ce mariage. La mésintelligence se met bientôt dans le ménage; la vie commune devient insupportable. La séparation de corps est prononcée le 13 août 1841. Le 17 août 1843 intervient l'homologation par le Tribunal du grand-marchal de la cour impériale de Vienne de la séparation des deux époux. Les deux enfants sont confiés à leur mère. En novembre 1841, un jugement de l'office du grand-marchal décide que les deux enfants seront laissés à leur mère.

Le 5 septembre 1843 un nouvel enfant est né à Paris des époux Dequer.

Le 25 mars 1844, Dequer désavouait la paternité de cet enfant.

La dame Dequer posa des conclusions tendant à ce que les Tribunaux français se déclarassent incompétents.

Dequer répondit à ces conclusions qu'il était né d'un père français, et qu'il n'avait pas perdu cette qualité, puisqu'il était chancelier de l'ambassade de France.

Le 9 juillet 1844, intervient un jugement qui déclare que Dequer est né d'un père français; qu'il n'a jamais perdu cette qualité; qu'au contraire le titre de chancelier qu'il a depuis plus de dix ans prouve assez qu'il n'a pas perdu son titre de Français. Voici le texte de ce jugement:

Le Tribunal, Attendu que Dequer, demandeur en désaveu, est né à Cologne d'un père français; qu'il avait dès-lors la qualité de Français à l'époque de sa naissance;

Attendu qu'il n'est pas justifié qu'il ait encouru la perte de cette qualité par aucun des faits énoncés dans les articles 17 et 21 du Code civil; qu'il est, au contraire, reconnu qu'il est resté depuis plus de dix ans, et qu'il exerce à l'époque de son mariage avec la défenderesse les fonctions publiques de chancelier de l'ambassade de France à Vienne;

Attendu qu'aux termes des règlements et ordonnances, les fonctions de cette nature ne peuvent être exercées que par un Français; qu'ainsi Dequer est encore aujourd'hui en possession de sa qualité de Français;

Attendu qu'en supposant que ledit Dequer eût, ainsi qu'on l'articule, pris il y a vingt ou vingt-quatre ans, et sans autorisation du gouvernement français, du service dans un régiment prussien, il se trouverait par la collation de fonctions publiques pour l'intérêt de la France, relevé de la déchéance qu'il aurait encourue; qu'en effet la collation de fonctions publiques exclusivement françaises équivaldrait au moins aux lettres de relief qui, suivant les articles 12 et 23 du décret du 26 août 1811, suffisent pour réhabiliter le Français qui a perdu ce titre;

Se déclare compétent, et ordonne que les parties plaideront au fond.

La dame Dequer a fait appel de ce jugement.

Pour la dame Dequer, appelante, M. Boudin de Vesvres soutient que Dequer était sans doute né Français, mais qu'il avait perdu la qualité de Français en prenant du service à l'étranger, et les lettres de relief ne sauraient la lui conserver.

M. Thureau a plaidé pour M. Dequer. Il a soutenu que M. Dequer n'avait jamais perdu sa qualité de Français; que lorsqu'il avait pris du service en Prusse, le 17 octobre 1822, il n'avait que vingt ans et cinq mois, et n'était par conséquent point majeur.

M. Thureau ajoute que ses fonctions de chancelier d'am-

bassade ne doivent et ne peuvent être conférées qu'à des Français.

La Cour, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Bresson, confirme purement et simplement la décision des premiers juges.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (4e chambre).

Présidence de M. Perrot de Chézelles.

Audience du 8 février.

AFFAIRE DES TERRAINS DE LA BOULE-ROUGE. — OUVERTURE DE CRÉDIT. — DEMANDE EN RÉSOLUTION.

Plusieurs fois déjà nous avons rendu compte des nombreux procès auxquels a donné lieu la spéculation entreprise sur les terrains de la Boule-Rouge. Un nouvel épisode de cette immense affaire vient de se dérouler devant la 4e chambre du Tribunal civil de la Seine. Deux audiences ont été consacrées aux débats de cette nouvelle contestation, élevée cette fois entre M. Paul Périer et MM. Boué, Lubin, et la maison Etienne Delachaume. Voici en résumé les faits qui ont donné lieu au procès actuel:

M. Boué, entrepreneur, était propriétaire d'une maison située rue du Bac, rapportant 25,000 francs de loyer environ; au mois de juillet 1843, M. Boué échangea cette maison pour des terrains de la Boule-Rouge possédés par M. Périer. La maison échangée était grevée de dettes hypothécaires pour la totalité de l'estimation portée au contrat. M. Boué prit l'obligation de faire réduire ces inscriptions à ce chiffre, qui était de 353,000 francs; de son côté, M. Paul Périer céda son terrain à M. Boué pour le prix de 170,000 francs; et comme il se chargeait du paiement de toutes les inscriptions dont la maison était grevée, il s'ensuivit que M. Boué redevenait le prix de son terrain, 170,000 francs, dans un terme assez éloigné.

M. Boué n'avait consenti à l'échange dont nous venons de parler qu'à la condition qu'un crédit de 113,000 francs lui serait ouvert par M. Périer, afin d'élever des constructions sur le terrain qu'il venait d'acquérir. Aussi, le jour même du contrat d'échange, cette obligation de M. Périer fut constatée par un acte authentique, et les termes du crédit de 113,000 francs furent énoncés jusqu'à concurrence de 90,000 francs. Au fur et à mesure de l'avancement des constructions, deux stipulations contenues dans cet acte de crédit ont donné lieu à de graves contestations. Cet acte porte:

« Que ce crédit de 113,000 francs sera facultatif à M. et Mme Boué, et que les fonds devront être, à l'exception de 25,000 francs dont il a été ci-après parlé, appliqués exclusivement à la construction de maisons. »

Puis, après l'indication des termes du crédit, il y est dit: « M. et Mme Boué ne pourront transporter tout ou partie du présent crédit, si ce n'est à des entrepreneurs ou fournisseurs. »

M. Boué, dont la prétention est que les 25,000 francs acceptés par la première disposition étaient destinés à lui fournir de quoi payer les frais du contrat et les intérêts échus, a en effet exécuté ces obligations; mais comme les 25,000 fr. ne devaient lui être versés par M. Paul Périer qu'après l'accomplissement de ces mêmes obligations, il s'est procuré les fonds nécessaires, en transportant 10,000 fr. à M. Lubin, et 15,000 fr. à MM. Etienne et Delachaume.

Sur la signification de ces transports, M. Paul Périer refusa de payer, et dès le commencement de 1844, il réclama contre M. Boué une demande en résolution de l'acte de crédit, et contre les cessionnaires une demande en déclaration de jugement commun.

M. Baroche, pour M. Paul Périer, a exposé que l'action de son client était fondée sur ce que M. Boué ne lui a point payé au 1er janvier les intérêts de 170,000 francs qu'il lui devait pour prix du terrain; sur ce qu'il n'avait pas même commencé à cette époque les constructions pour l'édification desquelles il n'avait qu'un an, et sur ce qu'enfin il avait transporté une partie du crédit au mépris de la défense qui lui en était faite.

M. Flandin, dans l'intérêt de M. Boué, a répondu que si celui-ci n'avait point payé les intérêts, c'est que d'abord M. Périer n'avait pas lui-même servi les intérêts des créances inscrites sur la maison de la rue du Bac; qu'ensuite il avait refusé de payer les 25,000 francs aux cessionnaires lorsqu'elle venue l'échéance du paiement: or, M. Boué a justifié, le 21 février, de la libération de son immeuble jusqu'à concurrence de 353,000 fr. Dudit jour, M. Perrier devait alors payer, aux termes du contrat, les 25,000 francs, et n'avait pas le droit de les refuser aux cessionnaires. Il ajoutait que si M. Boué n'avait pas élevé de construction sur le terrain de la Boule-Rouge dès le 1er juillet 1843, c'est que M. Périer, qui s'était obligé à faire réduire sur ce terrain les hypothèques à 285,000 francs, a néanmoins laissé subsister l'inscription de la reine Marie-Christine pour 2,600,000 francs jusqu'au 19 avril 1844. Or, c'est été une folie à M. Boué d'élever des constructions sur un terrain ainsi grevé; et lorsqu'il a été dégrévé, le 19 avril 1844, M. Boué n'avait plus que deux mois, c'est-à-dire un temps insuffisant pour construire, et d'ailleurs le procès actuel était entamé. En conséquence, M. Flandin demandait qu'on délatât d'un an l'impair pour l'exécution des constructions à compter de la restriction de l'hypothèque.

Dans l'intérêt de MM. Lubin et Etienne Delachaume et C., M. Tournadre et Fleury ont soutenu la validité des transports, et cherché à établir que M. Paul Périer avait suscité à dessein toutes les entraves imaginables pour empêcher Boué d'exécuter ses obligations, afin de s'emparer par voie d'expropriation de son terrain à un prix inférieur, après avoir acquis par l'échange un immeuble très avantageux.

M. l'avocat du Roi Camusat-Basseroles, après avoir rappelé la vicacité des réclamation des parties à l'occasion de deux jugements rendus contre M. Paul Périer par la 5e chambre du Tribunal dans des circonstances analogues, et qui avaient été invoqués dans le procès, a exprimé le regret de voir le nom de M. Périer compromis dans de nombreuses affaires et atteint par de pareils jugements. Pour nous, a dit ce magistrat, qui avons une grande confiance dans vos décisions, et qui savons l'importance qu'elles doivent avoir, nous devons regarder les jugements rendus dans l'affaire Cazère comme contenant pour M. Périer un blâme sévère infligé par la justice.

M. l'avocat du Roi, après avoir examiné les questions du procès, a pensé que la cause de M. Périer pouvait être fondée en droit; mais néanmoins, frappé de cette considération que Boué avait été entravé, et avait fait tout ce qu'il avait pu faire, il a demandé que le Tribunal, usant du droit que lui confère l'article 1184 du Code civil, accordât à Boué le délai d'un an pour bâtir.

Après un long délibéré, le Tribunal a rendu un jugement par lequel il déboute Périer de sa demande en résolution du contrat de crédit consenti par lui à Boué, et en nullité du transport fait par ce dernier au profit de Lubin et Etienne Delachaume et C.; accorde à Boué terme et

délai d'une année pour mettre à fin les constructions qu'il doit exécuter, lequel délai ne commencera à courir que du jour où Périer rapportera la justification de la restriction de l'hypothèque du sieur Sanchez dans les termes des contrats des 10-27 juillet et 29 août 1843; ordonne l'exécution des transports consentis au sieur Lubin et à Etienne Delachaume et C.; en conséquence, condamne M. Périer à payer à M. Lubin la somme de 10,000 francs, et à M. Etienne Delachaume la somme de 15,000 francs, et le condamne, en outre, aux dépens envers toutes les parties.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle.)

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Bulletin du 8 février.

PÉAGE DE PONT. — TARIF. — INTERPRÉTATION.

L'ordonnance royale qui par délégation de la loi arrête le tarif du péage d'un pont, est un acte législatif que le pouvoir judiciaire a compétence pour interpréter.

Doit être cassé le jugement par lequel un Tribunal de simple police surseoit à statuer sur la contravention reprochée à un individu qui a refusé de payer la somme fixée par le tarif d'un pont, jusqu'à ce que l'ordonnance royale établissant ce tarif ait été interprétée par l'autorité administrative supérieure.

L'arrêt que la Cour de cassation a rendu aujourd'hui adopte, relativement à l'interprétation des tarifs de péage des ponts, une doctrine contraire à celle consignée dans la décision émanée du juge de paix du 2e arrondissement de Paris, à propos de la contestation engagée entre MM. Hingray, Moreau et autres habitants de la rive gauche contre la compagnie des trois ponts dans Paris.

Il s'agissait, dans l'espèce soumise à la chambre criminelle, du péage à percevoir sur le pont de Pascau. Les sieurs Vidal et Bosc, desquels le percepteur avait voulu exiger le droit dû pour une voiture de roulage, prétendaient que leur voiture était une charrette de campagne tarifée à un taux inférieur.

Le Tribunal de police correctionnelle de Nérac, jugeant en appel de simple police, avait sursis à statuer jusqu'à ce que l'ordonnance royale du 2 mai 1841, qui a établi le tarif, eût été interprétée par l'autorité administrative supérieure.

Pourvoi en cassation contre ce jugement.

M. l'avocat-général Quénauld a conclu en ces termes:

La difficulté que le pourvoi des sieurs Vidal et Bosc soumet à votre examen est digne de l'attention la plus sérieuse, car elle touche à la division des pouvoirs publics, à la détermination de leurs attributions respectives, et aux garanties constitutionnelles qui résultent de leur séparation pour les citoyens. Un excédant de quelques centimes dans la perception des droits de péage sur un pont a donné naissance à cette grave contestation, mais la prétention de la part du préposé au péage et des concessionnaires du pont de fixer ainsi pour l'avenir et à toujours les bases de la perception, suffirait déjà pour expliquer l'intérêt du procès. Une ordonnance royale rendue le 2 mai 1841, le Conseil d'Etat entendu dans la forme des règlements d'administration publique, a fixé le tarif d'un péage sur un pont suspendu sur la Garonne, au lieu dit le port de Pascau.

Les sieurs Vidal et Bosc ont prétendu que, par une fautive application des taxes établies dans des proportions diverses pour les différents véhicules, le préposé à la perception du péage avait exigé des droits excédant ceux qui étaient dus pour l'aller et le retour d'une charrette de campagne du bouver de leur métairie, employée à transporter des planches nécessaires pour des réparations. Ils ont en conséquence exercé contre le préposé, devant le Tribunal de police, l'action autorisée par l'article 32 de la loi du 6 frimaire an VII, action qui entraîne, outre la restitution de la somme indûment perçue, la condamnation à une amende. Les sieurs Dardaude et consorts, concessionnaires, sont intervenus dans cette instance, et ont demandé qu'il fût sursis à statuer sur l'action des sieurs Vidal et Bosc, jusqu'à ce que l'autorité administrative eût interprété la disposition du tarif des droits de péage, et déterminé ce que l'on doit entendre par charrette de campagne. Cette demande de sursis a été rejetée en première instance, mais elle a été accueillie sur l'appel par le Tribunal de police correctionnelle de Nérac, qui a renvoyé les parties à se pourvoir devant l'autorité administrative pour faire interpréter le tarif des droits de péage.

C'est cette décision du Tribunal de Nérac qui vous est déférée par les sieurs Vidal et Bosc, comme contenant la violation des lois des 7 septembre 1790, 6 frimaire an VII, 14 floréal an X, de la dernière loi de frimaire et de l'article 40 de la Charte.

Les demandeurs en cassation rappellent que le principe de la compétence des Tribunaux pour le jugement des actions relatives à la perception des impôts indirects n'a jamais cessé d'être en vigueur depuis que l'Assemblée constituante a, par son décret du 7 septembre 1790, introduit ce principe dans notre législation.

Or, la loi du 14 floréal an X, sur les contributions indirectes, a, dans son article 10, compris sous ce titre les taxes qu'elle a autorisées le gouvernement à établir pour le passage des ponts comme pour le passage des bacs, et ses dispositions en cette partie ont été renouvelées et prorogées par toutes nos lois de finances. Vous avez, en conséquence, constamment jugé que les contraventions aux règlements de l'autorité compétente, qui assurent la perception des droits de péage sur les ponts, doivent être portées devant les Tribunaux comme le prescrivent les articles 52 et 56 de la loi du 6 frimaire an VII pour les droits des bacs et bateaux.

Il ne suffirait pas, sans doute, d'avoir justifié la compétence de l'autorité judiciaire sur les contestations relatives à l'exécution d'un règlement émané de l'administration, pour être autorisé à conclure qu'il soit interdit aux Tribunaux, dans le cas où le règlement à appliquer leur paraîtrait obscur ou ambigu, d'en renvoyer l'interprétation à l'autorité de laquelle il est émané, sauf après l'interprétation donnée à en faire eux-mêmes l'application. Ce référé à l'autorité administrative, loin d'être interdit aux Tribunaux, est, au contraire, aient les défendeurs, la conséquence des dispositions générales contenues dans les lois du 24 août 1790 et du 16 fructidor an III.

Mais il faut se garder aujourd'hui d'étendre et de généraliser outre mesure la portée de ces lois, et surtout de la dernière, née des nécessités de l'époque à laquelle elle fut rendue, et du besoin de protéger des actes désormais à couvert de toute attaque, placés sous une protection plus haute et plus sûre, celle de la Charte constitutionnelle. Ce qui restera vrai dans tous les temps, c'est que l'administration doit demeurer libre, indépendante, à l'abri de toute atteinte de la part des Tribunaux dans la sphère de ses véritables attributions, de ses attributions de tous les temps. S'il peut en résulter que l'administration conserve le droit d'interpréter certaines concessions, certaines dispositions ou mesures concernant des choses qui sont de son domaine, doit-on

étendre ce pouvoir de l'administration jusqu'à l'interprétation d'un règlement fait en vertu d'une délégation du législateur sur une matière qui est du ressort de la loi seule?

Un tel règlement ne doit-il pas avoir, à l'égard des citoyens auxquels il s'agit de l'appliquer, tous les caractères et tous les effets d'une loi véritable? C'est à cette condition seulement qu'une délégation du pouvoir législatif est faite lorsqu'il s'agit de la création de droits ou de charges qui ne peuvent être que l'œuvre de la loi, comme l'établissement d'un impôt. Il faut, pour la fidèle observation de l'art. 40 de la Charte, que le règlement fait en vertu d'une délégation du pouvoir législatif pour l'établissement d'un péage, c'est-à-dire d'un impôt indirect, ait, à l'égard des citoyens, tous les caractères de la loi, et que, dans son application, les mêmes garanties leur soient assurées que s'il s'agissait de l'application d'une loi.

La compétence exclusive des Tribunaux pour le jugement des contestations relatives à la perception de l'impôt est l'une de ces garanties. Il ne peut y avoir lieu de la part des Tribunaux à un référé à l'autorité administrative, car il s'agit d'une loi qu'on ne peut faire par une autorité déléguée, et la loi ne souffre aucun intermédiaire entre elle et les Tribunaux chargés de l'appliquer. Admettre une autre interprétation que l'interprétation doctrinale, une interprétation par voie d'autorité, forcer le magistrat de recourir au législateur, ce serait, disait M. Portalis dans le discours préliminaire du Code civil, admettre le plus funeste des principes; ce serait renouveler parmi nous la dangereuse législation des rescrits; le législateur, organe de cette justice, de cette équité générale qui, sans égard à aucune circonstance particulière, embrasse l'universalité des personnes ou des choses, risquerait de perdre quelque chose de son impartialité, s'il descendait de ces hauteurs pour rendre une loi privée en vertu d'un litige existant et pour aider à sa décision.

Dans l'état de notre législation, ce pouvoir n'appartient pas au législateur lui-même. Si le législateur avait fait lui-même le tarif des droits de péage (et beaucoup de tarifs de la même nature ont été faits par des lois), il n'aurait pas le droit de l'interpréter. Ce qui n'appartient pas au législateur lui-même ne saurait à plus forte raison appartenir à l'autorité qu'il s'est substituée par une délégation. Lorsque cette autorité a rempli la mission qui lui était déléguée par la création du tarif, les dispositions de ce règlement, comme celles d'une loi après sa promulgation, appartiennent au public, et n'ont d'autres gardiens et d'autres interprètes que les magistrats qui doivent les appliquer eux-mêmes, sans pouvoir s'en abstenir, comme le disent nos Codes, sous le prétexte du silence, de l'obscurité, ou de l'insuffisance de la loi.

Dans l'examen de cette question, nous avons cherché à nous éclairer par l'étude des monuments de notre jurisprudence. Nous n'avons trouvé aucun arrêt qui ait précisément jugé la question qui vous est soumise et qui ait consacré par son dispositif le référé à l'autorité administrative, pour l'interprétation d'un tarif au droit de péage fait par acte d'autorité, en vertu de la délégation du pouvoir législatif. Ce droit d'interprétation semble concédé en passant dans les motifs de quelques arrêts, mais, nous le répétons, il n'est consacré par le dispositif d'aucun d'eux.

Mais, en interrogeant les monuments de votre jurisprudence, nous nous sommes convaincu que vous avez fait beaucoup plus que de réserver aux Tribunaux l'interprétation doctrinale qui leur appartient, suivant nous, pour l'application des tarifs de péage; car vous avez consacré pour les Tribunaux, par un arrêt du 14 juin 1844, le droit d'examiner la légalité des actes de l'autorité administrative, contenant la fixation de ces tarifs, et de refuser obéissance à ces actes, dans le cas où ils n'auraient pas été faits suivant les conditions et dans les formes déterminées par la délégation du pouvoir législatif.

Disons donc que les lois des 24 août 1790 et 16 fructidor an III, qui défendent aux Tribunaux de contrôler les actes de l'administration, ne sauraient s'appliquer à des actes faits en vertu de la déclaration de la loi sur des matières qui sont de son domaine, telles que l'établissement de l'impôt, et qui ne peuvent être faits ainsi que sous la condition d'offrir aux citoyens toutes garanties qu'ils trouveraient pour l'application de la loi, particulièrement sous le rapport de la juridiction et de la compétence. Si les Tribunaux ont le droit de contrôler ces actes et d'examiner leur légalité, à plus forte raison ont-ils le droit de les interpréter autant que cette interprétation est nécessaire pour leur application.

Au surplus, les atteintes que l'on paraît redouter pour le maintien des actes administratifs, du droit d'interpréter ces actes accordés aux Tribunaux, sont moins à craindre en cette matière que dans toute autre. L'application des droits des taxes établis par un tarif de péage n'est pas de nature à exiger au préalable une décision interprétative qui puisse dénaturer l'acte interprété, et compromettre son maintien, comme s'il s'agissait de l'interprétation d'une vente de biens nationaux, ou de l'ordonnance autorisant, sous certaines conditions, l'établissement d'une usine.

Il ne s'agit jamais que de l'application des dispositions les plus simples, et non d'interprétation à proprement parler; et s'il arrivait que dans un cas donné l'application fut erronée, la décision rendue n'aurait point d'autorité sur les applications à faire plus tard dans d'autres cas. Nous pouvons juger par les faits mêmes de ce procès de la simplicité des dispositions qu'il s'agit d'appliquer. Assurément, rien n'est plus clair que l'énonciation faite dans le tarif des charrettes de campagne. Rien n'est plus facile à entendre, si l'on veut avoir égard tout à la fois à la forme et à la destination habituelle de ces charrettes, et cette facilité d'application suffisait pour faire écarter la demande d'une décision interprétative, lors même qu'elle n'aurait pas été repoussée par d'autres motifs.

Nous croyons donc que le Tribunal de Nérac, en renvoyant les parties à se pourvoir devant l'administration pour obtenir l'interprétation du tarif des droits de péage du pont de Pascau, a méconnu le caractère essentiellement législatif de l'acte qu'il était chargé d'appliquer, et la nature des devoirs qui lui étaient imposés; et qu'en procédant de la sorte, il a violé les lois des 7 septembre 1790, 6 frimaire an VII, et 14 floréal an X, qui établissent sa compétence exclusive pour statuer sur la contravention qui lui était déférée.

La Cour a cassé le jugement du Tribunal de Nérac par un arrêt dont nous donnerons le texte.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — INSCRIPTION DE FAUX. — AMENDE.

Celui qui s'est inscrit en faux contre un procès-verbal dressé par les préposés de l'administration des contributions indirectes doit être, s'il succombe, condamné à l'amende prononcée par l'art. 246 du Code de procédure civile.

Cassation d'un arrêt de la Cour royale d'Amiens. (Le procureur-général d'Amiens contre Tignon et autres.) MM. Vincens-Saint-Laurent, rapporteur; Quénauld, avocat-général, conclusions conformes.

CONTRAVENTION DE SIMPLE POLICE. — PROCÈS-VERBAL D'ÉNONCIATION.

Aucune disposition de loi n'enjoint au ministère public de notifier au prévenu le procès-verbal constatant la contravention qui lui est imputée. Le Tribunal de simple police est régulièrement saisi par une citation libellée conformément à la loi.

Cassation d'un jugement du Tribunal de simple police de

Lyon (affaire Bonardel); MM. Rives, rapporteur; Quéault, avocat-général.

La Cour a en outre rejeté les pourvois : 1° De Louis-Hippolyte Tessier, contre un arrêt de la Cour d'assises du département du Loiret, en date du 14 janvier dernier, qui le condamne à cinq ans d'emprisonnement pour vol avec effraction, mais avec des circonstances atténuantes; 2° Du procureur-général à la Cour royale de Lyon contre un arrêt de cette Cour, chambre des appels de police correctionnelle, rendu en faveur du sieur Michon, conducteur de voitures, prévenu de transport illicite d'une lettre missive, ledit Michon défendeur au pourvoi, et intervenant par le ministère de M^e Garnier, son avocat; 3° Du commissaire de police remplissant les fonctions du ministère public près le Tribunal de simple police du canton de Villaine, contre un jugement rendu par ce Tribunal en faveur de Jean Moulin, prévenu d'abandon de sa voiture sur un chemin public.

A été déclaré déchu de son pourvoi, à défaut de consignation d'amende, Gustave Ferréol, condamné pour vol à une peine correctionnelle par la Cour d'assises de la Basse-Terre (Guadeloupe).

La Cour a donné acte du désistement de leurs pourvois, qui seront considérés comme non-avenus :

1° A l'administration des forêts contre un arrêt de la Cour royale de Metz, chambre des appels de police correctionnelle, rendu en faveur d'Auguste Chérigny et de la dame veuve Chaulaincourt, prévenus de défrichement sans se conformer aux formalités prescrites;

2° Au sieur Vidalet-Mourer contre un jugement rendu sur appel par le Tribunal correctionnel de Tarbes, le 4 mai dernier, en faveur de Jacques Parade et autres.

COUR ROYALE DE PARIS (appels correctionnels).

Présidence de M. Moreau.

Audience du 8 février.

ASSAINISSEMENT DES APPARTEMENTS. — ISOLEMENT. — COURANT D'AIR. — VENTOUSES. — PIERRE HYDROFUGE. — CONTREFAÇON. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — APPEL INCIDENT.

Des plaintes respectives en contrefaçon avaient été portées par les sieurs Fabbri et Comp. contre Lecoq et Comp., et par les sieurs Duval et Lecoq contre Fabbri et Comp., c'est-à-dire contre Fabbri, Boissière et Vergnon, à l'occasion des procédés d'assainissement des appartements par isolement et courant d'air et la composition d'une pierre hydrofuge. Les parties réclamaient de part et d'autre 30,000 fr. de dommages-intérêts.

Le 13 juillet 1844 il avait été statué dans les termes suivants par la 7^e chambre du Tribunal de la Seine :

« En ce qui touche le procédé d'isolement et de courant d'air : Attendu, quant au chef relatif au mode d'isolement des murs employé tant par Lecoq et Duval que par Fabbri, Boissière et Vergnon, qu'il résulte des documents produits au procès que la pratique de l'isolement et de la juxtaposition d'un mur sur l'autre, avec passage pour l'air extérieur dans un intervalle ménagé entre les deux murs, remonte aux époques les plus reculées de l'art ;

« Que, depuis les temps anciens, cette pratique n'a pas cessé d'être mise en usage ;

« Qu'ainsi elle appartient au domaine public, et que, par ce motif, aucune des parties ne peut revendiquer un privilège résultant de la prétendue invention qu'elles s'attribuent respectivement ;

« Attendu, quant au courant d'air ménagé entre les deux murs, que c'est là une conséquence nécessaire de l'isolement et de la juxtaposition de deux murs parallèles, aussi anciens que le mode de construction lui-même ;

« Qu'au surplus, ce serait vainement que Duval prétendrait que Fabbri n'a pas, dans les énonciations du mémoire, joint à son brevet, indiqué le moyen adopté par lui pour obtenir la circulation de l'air, moyen spécifié au contraire par Duval ;

« Qu'en effet Fabbri, en indiquant qu'il fait circuler l'air entre les deux murailles, s'explique d'une manière suffisante; cette circulation n'étant possible qu'à l'aide du jeu des ventouses, ainsi que cela est énoncé au brevet de Duval, et que celle que soit d'ailleurs la place occupée par ces ventouses dans le mur qu'il s'agit d'assainir ;

« Qu'il suit de là qu'aucune contrefaçon ne peut sous ce rapport être imputée à Fabbri et compagnie ;

« En ce qui touche la composition de la pierre factice hydrofuge ou pierre-type ;

« Attendu que le brevet délivré à Duval, le 25 juillet 1840, contient une spécification des éléments dont se compose la pierre factice qu'il produit, avec réserve expresse à son profit du droit exclusif à cette invention ;

« Attendu que si, dans le brevet de 1841 délivré à Fabbri, celui-ci a ajouté à ces éléments un procédé destiné à compléter, selon lui, les propriétés d'assainissement, et s'il peut, sous ces derniers rapports, avoir un droit privatif à l'usage de ce procédé, il est constant en fait que la composition de la pierre dont il se sert est formée des éléments décrits par Duval ;

« Mais attendu qu'il est constant que l'objet principal des brevets obtenus est bien moins la composition de la pierre en elle-même que le mode d'assainissement, la construction des murs et la circulation de l'air; que c'est donc le cas pour le Tribunal de prendre en considération, pour la fixation des dommages-intérêts réclamés, l'importance relative de la portion de l'invention qui seule constitue la contrefaçon ;

« Le Tribunal ayant tel égard que de raison au rapport des experts (MM. Gauthier de Claubry, Barruel et Leroyer); déclare les parties respectivement mal fondées dans leur plainte en contrefaçon, en tant que la contrefaçon consistait dans le système d'isolement, la construction du double mur et la circulation de l'air; déclare Fabbri et consorts contrefaçeurs en ce qu'ils font usage de la composition de pierres hydrofuges ou pierre-type, énoncée au brevet de Duval, sauf à Fabbri à faire valoir ses droits à la composition indiquée par lui, comme addition à celle des pierres dont il s'agit ;

« Vu l'art. 12 de la loi du 7 janvier 1791, condamne Fabbri, Boissière et Vergnon chacun à 25 fr. d'amende, et les condamne solidairement à payer à Duval et Lecoq la somme de 100 fr. à titre de dommages-intérêts ;

« Ordonne, en tant que de besoin, la confiscation des pierres saisies ;

« Sur le surplus des demandes et conclusions des parties, les met hors de cause; et attendu que les parties succombent respectivement, fait passer des dépens, dont deux tiers à la charge de Fabbri et consorts. »

Ce jugement a été accepté par toutes les parties, excepté le sieur Duval, qui en a interjeté appel, et qui, devant la Cour, par l'organe de M^e Bailleul, demande que les dommages-intérêts, fixés par les premiers juges à 100 francs seulement, soient portés à la somme de 10,000 fr. : par le motif que non-seulement il y avait contrefaçon, de la part de Fabbri et consorts, de la pierre hydrofuge, mais encore de l'enduit gras résineux et des points d'appui dits *mamelons*, qui sont les principaux moyens spécifiés dans les brevets de MM. Lecoq et Duval, et sur la contrefaçon desquels les premiers juges ont omis de statuer.

MM. Fabbri et Boissière font défaut; M. Vergnon seul répond à l'appel du sieur Duval.

M^e Fontaine (de Melun) pose et développe des conclusions tendantes à ce que la Cour réforme le jugement en ce qui concerne le sieur Vergnon, et, en ce qui touche le procédé d'assainissement, le déclare mal fondé, etc.

La Cour, en après délibéré, a rendu l'arrêt suivant, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Ternaux :

« En ce qui touche l'appel de Vergnon :

« Considérant qu'il n'a pas été interjeté dans les dix jours de la prononciation du jugement, conformément aux dispositions de l'article 205 du Code d'instruction criminelle; que dès lors il n'est pas recevable ;

« En ce qui touche l'appel interjeté par Duval et les conclusions par lui prises contre Fabbri, Boissière et Vergnon ;

« Considérant que les points d'appui et l'enduit résineux

que Duval prétend avoir été contrefaits par Fabbri et consorts, ne sont pas des procédés nouveaux et que leur application n'est pas nouvelle, et qu'ils ne constituent pas à proprement parler une invention ;

« Que d'ailleurs Fabbri, dans son mémoire descriptif de 1841, indique qu'il se sert d'un enduit résineux, et qu'il pose une cloison légère près du mur humide ;

« Qu'il a pu appliquer son enduit résineux, soit sur le mur humide, comme il l'avait fait d'abord, soit sur la cloison, comme le faisait Duval, sans qu'il y ait, dans ce dernier fait, délit de contrefaçon ;

« Qu'il a pu aussi, pour fixer une cloison légère, employer des points d'appui, soit en clous garnis de plâtre, soit en autre matière, sans qu'on puisse lui reprocher d'avoir contrefait le procédé de Duval ;

« En ce qui touche les dommages-intérêts réclamés par Duval, notamment pour la contrefaçon de la composition de la pierre hydrofuge ;

« Considérant que les premiers juges ne les ont pas proportionnés au préjudice que Duval a éprouvé par suite de la contrefaçon de son procédé; qu'il est juste de les élever à une somme supérieure, et que la Cour a les éléments nécessaires pour apprécier le préjudice et la réparation ;

« Adoptant au surplus les motifs des premiers juges, confirme, et, néanmoins, fixe à 1,000 fr. les dommages-intérêts qui sont dus à Duval; condamne Fabbri, Boissière et Vergnon aux dépens. »

COUR D'ASSISES DE LA SEINE.

(Présidence de M. de Glos.)

Audience du 8 février.

BANDE BOURGEOIS, DIT MISÈRE, ET MALLET. — VOLS NOMBREUX. — TENTATIVE D'HOMICIDE VOLONTAIRE. — AFFAIRE DE LA RUE SAINTE-FOY. — LES ÉPOUX COUDÈRE.

Les débats d'une nouvelle affaire de bande de voleurs ont commencé aujourd'hui à la Cour d'assises de la Seine où ils doivent se prolonger pendant les huit derniers jours de la session. Dix-sept accusés viennent s'asseoir devant le jury, les uns, trois ou quatre, comme révélateurs; les autres, comme dénoncés à la justice du pays par les déclarations de leurs co-accusés. Parmi les noms que nos lecteurs vont rencontrer, il s'en trouve qui ont acquis une triste célébrité. C'est d'abord Mallet, ce recéleur de la rue de Suresne, qui, sous des dehors honorables, avait usurpé l'estime de ses voisins et de ses camarades de la garde nationale, qui l'avaient honoré, par l'élection, du grade d'officier de sa compagnie. C'est lui, on s'en souvient, que les voleurs célèbres des bandes précédentes ne désignaient entre eux que sous le sobriquet de *M. de la Madeleine*; c'est lui qui, après avoir protesté contre la condamnation qui le frappa dans les débats de l'affaire Souques; en prenant Dieu et les hommes à témoin de son innocence, fit venir le lendemain M. l'avocat-général Jallon qui avait requis et obtenu sa condamnation, et lui fit les aveux les plus explicites et les plus complets.

Ces aveux ne se sont pas bornés à ce qui le concerne; il a compris dans sa confession un assez grand nombre de malfaiteurs, et quatre instructions suivies séparément sur les indications qu'il a fournies, sont venues se réunir en une seule affaire qui comprend vingt-deux accusés, un grand nombre de vols, et deux tentatives d'homicide volontaire.

Sur les 22 accusés compris dans l'arrêt de renvoi, 17 seulement sont présents aux débats. L'un, Joseph Giraud, impliqué dans la tentative d'homicide de la rue Ste-Foy, est décédé depuis quelques jours à la Force. Un autre, le nommé Alexandre Trotte, a pris la fuite, et n'a pu être saisi par la police. Il en est de même des nommés Hertz et Vangorp.

Un dernier accusé, récemment condamné comme recéleur, après trois acquittements successifs, s'est pourvu contre l'arrêt de la chambre d'accusation qui le renvoyait de nouveau devant le jury, et la Cour a dû aujourd'hui disjoindre sa cause de celle de ses co-accusés.

L'audience ne présente pas l'aspect animé qu'elle avait aux débats de la dernière bande. L'homme d'exécution ici, le nommé Dubois, celui qui doit expliquer au jury comment les vols ont été par lui commis, est bien loin de rappeler la précision et le pittoresque des renseignements que fournissait Pernet. D'un autre côté, il ne s'agit que de vols de peu d'importance, et les accusés d'aujourd'hui n'étaient pas de ces hommes entreprenants que nous avons vu naguère, et qui ne reculaient devant aucune difficulté pourvu que la prise fût belle et digne de leur funeste habileté. Les accusés traduits devant le jury volaient partout, toujours, s'introduisant au hasard dans le premier logement venu, et y prenant ce qu'ils y trouvaient, les billets de banque d'un huissier de Versailles et les quelques sous économisés par l'ouvrier et par des domestiques. Aussi jamais peut-être ne vit-on un plus grand mélange dans le personnel des témoins appelés aux débats. A côté de quelques toilettes élégantes, qui, par instinct de coquetterie, se sont rapprochées et groupées dans une partie de la salle, on voit les bonnets de quelques bonnes, les casquettes de pauvres ouvriers, la tête crépue d'un mulâtre, et les chapeaux délabrés de plusieurs vieilles renièrres. Toutes ces personnes ont été plus ou moins visitées par les accusés, et elles viennent apporter à la justice les renseignements qui doivent corroborer les révélations de Mallet et des autres accusés qui ont offert à la police le secours de leurs souvenirs.

A dix heures, la Cour entre en séance. M. l'avocat-général Jallon occupera dans cette affaire le siège du ministère public.

On introduit successivement tous les accusés, en commençant par les révélateurs. Nous remarquons parmi les accusés une seule femme : c'est Marie Chaudière, femme Soron.

Les accusés sont placés dans l'ordre suivant : Sur le premier banc :

1° Alexandre-Prudent Dubois, 22 ans, garçon marchand de chevaux, né à Paris, y demeurant, rue Contrescarpe-Dauphine, n° 4. — M^e Arachequesne, avocat.

2° Louis-Joseph Meunier, 22 ans, ciseleur, né à Paris, y demeurant, rue Saint-Maur, n° 41. — M^e Aug. Avond, avocat.

3° Louis-Auguste Bourgeois dit Misère, 27 ans, tisserand, né à Paris, y demeurant, rue du Faubourg-Saint-Honoré, cour des Coches, n° 31. — M^e Cauvain, avocat.

4° Pierre-Désiré Mallet, 37 ans, brocanteur, né à Paris, y demeurant, rue de Suresnes, n° 31. — Même défenseur.

5° Hippolyte Arnould, 29 ans, courtier d'annonces, né à Paris, y demeurant, rue du Petit-Reposoir, n° 7, hôtel de Warwick. — M^e Aynié, avocat.

6° Louis-François Bouhours, 23 ans, miroitier, né à Paris, sans domicile. — M^e Dozance, avocat.

7° Julien-Jacques Giraud, 27 ans, serrurier, né à Paris, y demeurant, impasse d'Argenteuil, n° 4. — M^e Lachaud, avocat.

8° Marie Chaudière, femme Soron, 32 ans, marchande à la toilette, née à Paris, y demeurant, rue des Martyrs, n° 28. — M^e Toupillier, avocat.

9° Hubert-Joseph Stoumon, 27 ans, armurier, né à Strasbourg, ayant demeuré à Paris, rue des Fossés-du-Temple, n° 17. — M^e Cardon de Sandrans, avocat.

Sur le second banc sont placés :

10° Joseph-François Pezeril, 25 ans, tourneur, né à Paris, y demeurant. — M^e Fréd. Arnald, avocat.

11° Victor-Eloi-Abraham Cotin, 25 ans, marchand

brocanteur, né à Paris, y demeurant. — M^e Cauvain, avocat.

12° Jean-Pierre Collin, 43 ans, limonadier et logeur, né à Paris, y demeurant, rue de Bondy, n° 10. — M^e Aug. Rivière, avocat.

13° Louis-Antoine Péry, 27 ans, graveur, né à Abbeville, demeurant à Paris. — M^e Vidalin, avocat.

14° Arien-Louis Robert, dit Dutour, 34 ans, charbonnier, né à Ory-la-Ville (Seine-et-Oise), demeurant à La Villette, rue de Flandre, n° 80. — M^e Gaudry fils, avocat.

15° Théodore Heff, dit Beau-Blond, 22 ans, serrurier-mécanicien, né à Strasbourg. — M^e Cabrol de Mouté, avocat.

16° Ferdinand Bandinelli, 28 ans, garçon restaurateur, né à l'île d'Elbe, demeurant à Paris, rue Dauphine, n° 12. — M^e Libera des Presles, avocat.

17° Jean-Baptiste Musard, 23 ans, bijoutier, né à Paris, demeurant à Belleville, rue de Lauzun. — M^e Yvert, avocat.

Dubois, le premier accusé, a une tenue fort propre, et sa figure dénote plus d'intelligence qu'il n'en a montré dans les explications par lui fournies dans le cours de cette audience. A côté de lui est Meunier, qui a déjà comparu comme témoin dans diverses affaires, qui s'est posé et veut se poser encore en adversaire de la police, qu'il accuse de *démoraliser* la révélation. Puis vient Bourgeois dit Misère, dont le nom a retenti si souvent dans des débats antérieurs, où sa personne ne figurait pas; Bourgeois, ce *mouton* docile, qui, dans une circonstance récente, avait été placé près d'un jeune homme dont il devait faciliter les aveux qu'on croyait avoir le droit de lui demander; Bourgeois est un jeune homme qui porte le costume gris des maisons centrales, où le retienement des condamnations qu'il expie. Ce costume, il le relève par du linge fort propre, et surtout par une cravate blanche qu'il a arrangée avec coquetterie. Sa figure intelligente est encadrée dans de longs cheveux noirs qu'il a arrangés avec un soin particulier. L'accusé Heff dit le Beau-Blond justifie parfaitement par son teint et par la couleur de ses cheveux le sobriquet qu'il a reçu dans les prisons. Puis Collin et Cottin, qui sont pour nos lecteurs de vieilles connaissances, et que l'aspect de la Cour d'assises ne doit plus intimider ni étonner. Enfin, la femme Soron, qui paraît fort abattue, qui baisse ses yeux rougis et gonflés de larmes. Le reste des accusés ne mérite pas que nous en fassions une mention particulière.

M. l'avocat-général Jallon requiert, avant l'ouverture des débats et le tirage du jury, qu'il soit tiré deux jurés supplémentaires, et adjoint à la Cour un troisième conseiller assesseur. Il est fait droit à ces deux réquisitions, et le ministère public ainsi que les défenseurs exercent leurs récusations.

Les débats ont alors commencé. M. le greffier Duchesne a donné lecture des quatre arrêts de renvoi et des quatre actes d'accusation dressés contre les accusés, et réunis par une ordonnance de jonction de M. le président de la Cour d'assises. Nous l'avons dit, les vols reprochés aux accusés ne présentent aucun intérêt; aussi n'en rapporterons-nous ni les détails qu'en a fourni l'acte d'accusation, ni les débats auxquels ils ont donné lieu à l'audience.

Un seul fait, dans le procès actuel, a une grande gravité, et se rattache aux souvenirs encore vivants de la stupeur dans laquelle tout un quartier fut jeté il y a un an, par la tentative d'assassinat commise, à l'entrée de la nuit, sur une charbonnière de la rue Sainte-Foy, la femme Coudère. Ce chef d'accusation entraîne de graves conséquences contre les accusés qu'il concerne. Voici, à cet égard, comment les faits se sont passés, d'après le récit que présente l'acte d'accusation :

« Les époux Coudère, marchands charbonniers, ont leur boutique rue Sainte-Foy, 15, et leur logement au n° 14. Le 31 octobre 1842, sur les six heures du soir, le sieur Coudère amena de La Villette une voiture chargée de cotterets, et dit à sa femme de monter à leur chambre pour y prendre de l'argent destiné au paiement qu'il avait à faire. Cette chambre est située au troisième étage, au fond d'un corridor. Au moment où la femme Coudère mettait la clé dans la serrure, la porte s'ouvrit, et, dans l'intérieur de la chambre, elle aperçut un homme; elle cria aussitôt : « Au voleur ! » Un autre homme, d'une plus haute taille que le premier, sortit de la chambre et lui dit : « Ne criez pas, je vais vous rendre tout ce que je vous ai pris. » La femme Coudère continua de crier, et, voyant sortir aussi de la chambre le premier individu qu'elle avait vu, elle le saisit au bras, et fut entraînée par lui jusqu'à la rampe de l'escalier. Au moment où elle le saisit, elle sentit une gêne subite dans sa respiration, et ne put presque plus crier : elle venait de recevoir un coup de poignard dans le dos, et cette blessure, dont elle ne s'aperçut que quelques minutes après, aurait pu être mortelle, car le poumon avait été atteint, et la femme Coudère ne fut guérie qu'au bout de trente-cinq jours de maladie.

« Elle a pensé depuis que le plus grand des deux malfaiteurs, celui qui était sorti le premier de la chambre, lui avait porté le coup de poignard; mais tous deux doivent répondre de ce crime de tentative de meurtre, puisqu'ils ont exercé simultanément des violences sur la femme Coudère, et qu'un intérêt commun, celui d'assurer leur fuite et leur impunité, a armé le bras de celui qui a porté le coup. Ils parvinrent à se sauver, quoique poursuivis dans la rue par plusieurs personnes, entre autres par le sieur Coudère, qui ne se doutait pas encore de l'attentat commis contre les jours de sa femme. Un des meurtriers tomba dans sa fuite, mais se releva aussitôt, abandonnant un chapeau et un couteau-poignard, qui furent ramassés par le sieur Coudère; le poignard était encore ouvert, et celui qui l'avait laissé échapper en fuyant devant le sieur Coudère était d'une grande taille. D'après les déclarations du témoin, il résulte d'une autre déposition que l'un des deux malfaiteurs paraissait boiter un peu, circonstance qui doit être relevée.

« Les époux Coudère reconnaissent qu'il n'y avait pas de traces d'effraction à la porte de leur chambre, et qu'on avait dû pénétrer à l'aide d'une fausse clé; on y avait soustrait à leur préjudice une somme de 180 francs, trois chaînes et deux bagues en or, renfermées dans une boîte en verre, une montre en argent suspendue à la cheminée, et une boîte en carton qui contenait dix pièces de 25 centimes.

« Pendant l'exécution de ce vol, aggravé par les circonstances de fausse clé, de nuit et de port d'armes, quatre locataires de la maison, les dames Faroux, Alix, Pinard et Richer, avaient remarqué dans l'escalier une femme inconnue, paraissant âgée d'environ trente à quarante ans, coiffée d'un bonnet noir, et portant un châle de même couleur. Elle ne disait rien, malgré les cris que poussait la femme Coudère, mais semblait toutefois en être effrayée, et avait l'air de chercher et d'attendre quelqu'un. La dame Richer remarqua aussi qu'elle était marquée de la petite vérole; et un autre locataire de la maison ayant demandé à l'inconnue d'où elle venait, celle-ci prétendit qu'elle sortait de la chambre de la dame Faroux, dont la porte était restée ouverte. Au milieu de la confusion générale, cette femme disparut, et on eut le soupçon qu'elle avait été complice des auteurs du vol.

« Plusieurs mois s'écoulèrent, et dans le courant de 1843, des renseignements désignèrent, comme auteurs de ce double crime, divers individus déjà poursuivis pour d'autres faits, mais étrangers à ceux concernant les époux Coudère. Ce fut le 1^{er} avril 1844 qu'un condamné, nommé Bourgeois, déclara tenir du nommé Mallet, qui était un des recéleurs de la bande Souques, et venait aussi d'être condamné, que Julien et Joseph Giraud avaient commis, avec Alexandre Trotte, le vol au préjudice des époux Coudère. Mallet fut entendu, et avec la véracité dont il a donné déjà plusieurs fois la preuve depuis sa condamnation, fit connaître les auteurs et les complices de ce vol et de la tentative de meurtre.

« Vers la Toussaint de 1842, Joseph et Julien Giraud et Alexandre Trotte, auxquels Mallet avait acheté plusieurs fois des objets volés, étaient venus lui apporter une montre

et une ou deux chaînes en or; ils avaient l'air effaré: Trotte n'avait plus de chapeau, Julien Giraud avait son pantalon déchiré et le bas de sa redingote taché de boue. Aux questions que leur adressa Mallet, ils se contentèrent de répondre : « Nous avons essuyé un pétard. » Le lendemain, un de leurs complices habituels, le nommé Stoumon, qui faisait leurs commissions, et avait été déjà condamné pour vol, vint de leur part demander à Mallet le prix des objets qu'ils lui avaient laissés la veille. Mallet le fit causer, et sut de lui les principales circonstances du vol de la rue Sainte-Foy. « Il est arrivé, dit Stoumon, une affaire terrible; ils ont été obligés de donner un coup de couteau. » Julien Giraud et Alexandre Trotte étaient montés dans la chambre de la charbonnière, pendant que Joseph Giraud et une femme qui avait indiqué le vol étaient restés en bas à faire le guet. Lorsque les voleurs avaient été surpris par la femme Coudère, Trotte lui avait pris les deux mains en lui disant : « Ne criez pas. » Et c'était Julien Giraud qui, en s'en allant, avait frappé cette femme d'un coup de couteau; Trotte, dans sa fuite, avait perdu son chapeau, et Julien Giraud avait jeté son poignard. En apprenant ces faits, Mallet ne voulut pas rendre le mouvement de la montre qu'il venait d'acheter, et il le jeta dans le puits de la maison qu'il habitait, rue de Suresne. La sincérité de la révélation de Mallet a été démentie par l'information. Le juge d'instruction a fait creuser le puits de la demeure de Mallet, et on y a trouvé en effet, le 22 avril, un mouvement de montre avec un cadran en émail. Coudère, quand ce mouvement lui a été représenté, n'a pu affirmer que ce fut celui de sa montre, malgré les analogies qu'il y a lui-même reconnues; mais on voit que le doute, à cet égard, n'est pas possible, et il est à remarquer que Coudère, le jour même de la plainte, avait désigné sa montre comme garnie d'un cadran en émail.

Au reste, les aveux de Stoumon et de Joseph Giraud, quelque incomplets qu'ils soient, sont venus confirmer ainsi la révélation de Mallet. Stoumon a été retrouvé dans la maison centrale de Poissy, où il subissait une nouvelle condamnation à quinze mois d'emprisonnement pour vol; il a déclaré qu'à l'époque où a eu lieu le vol au préjudice des époux Coudère, il avait vu Trotte et les deux frères Giraud examiner une montre et des petites chaînes qu'ils avaient rapportées; qu'immédiatement après ce vol, Joseph Giraud et Trotte en avaient causé devant lui, et que Trotte avait dit que c'était Julien Giraud qui avait porté le coup de poignard. Joseph racontait qu'il était resté en bas, pendant que son frère et Trotte avaient commis le vol.

Plus tard, Stoumon, se trouvant dans la prison des Madelonnettes, entendit d'autres détenus, avec lesquels il causait du crime, dire que le coup de poignard avait été porté, non par Julien Giraud, mais par Alexandre Trotte. Ce dernier n'a pas pu être arrêté jusqu'à présent; il paraît s'être réfugié en Belgique, et y avoir subi une condamnation; déjà, en France, il en a subi deux, en 1838 et 1841, pour vol et tentative de vol. Les deux frères Giraud ont été arrêtés: Julien, qui est le plus gravement compromis, a nié toute participation au double crime commis rue Sainte-Foy, quoique Stoumon, confronté avec lui, ait persisté à le signaler comme un des auteurs de ce crime. Julien Giraud, d'après la déposition du sieur Mussey, marchand de vins, logé à cette époque rue des Martyrs, 14, avec son frère, et y recevait habituellement Alexandre Trotte et Stoumon; alors aussi, Julien, qui était atteint d'un mal dans l'aîne, marchait avec peine, on se soutenait sur une canne; or, on se rappelle qu'un des auteurs du vol commis rue Sainte-Foy avait paru boiter un peu dans sa fuite. Julien Giraud a été déjà trois fois condamné pour vol, en 1838, 1839 et 1841, à des peines correctionnelles; son frère Joseph n'a pas de meilleurs antécédents. Après avoir été trois fois condamné pour vol, en 1840 et 1842, il l'a été encore, le 23 mai dernier, à deux années d'emprisonnement; mais il est entré au moins dans les voies de la vérité, à la suite de Mallet et de Stoumon, autant qu'il lui a été possible, avec l'intention de ne pas fournir de nouvelles charges contre son frère et de se disculper lui-même.

« Il a su par Trotte que celui-ci avait commis le vol rue Sainte-Foy, accompagné d'un autre individu que lui, Joseph, ne veut pas nommer, et d'une femme Chaudière, détenue à Clermont, et qui avait indiqué ce vol. Il a vu une montre et une chaîne entre les mains de Trotte; c'est celui-ci qui a porté le coup de poignard à la femme Coudère. Joseph Giraud reconnaît que Mallet a dit la vérité, sauf sur le fait que lui, Joseph, serait venu, avec son frère et avec Trotte, remettre au recéleur la montre et les chaînes qui venaient d'être soustraites. Stoumon a dit vrai aussi, mais s'est trompé en déclarant que Joseph aurait participé au vol en faisant le guet; il n'a pas même paru en ce moment rue Sainte-Foy.

« Si Joseph Giraud a essayé ainsi de se dégager des charges de complicité que font peser sur lui, quant au vol seulement, les déclarations de Mallet et de Stoumon, il a signalé, du moins, avec autant de persistance que de précision, la femme Soron, dont le nom de famille est Chaudière, comme la femme qui avait assisté activement les auteurs du vol dans sa perpétration.

« La femme Soron, qui était effectivement détenue à Clermont, avait été condamnée, au mois de décembre 1841, par la Cour royale de Paris, à quinze mois d'emprisonnement pour excitation à la débauche. En 1845, elle l'a été pour abus de confiance à six mois de la même peine. Comme Julien Giraud, elle ne les faits qui lui sont imputés, et ses dénégations se trouvent appuyées jusqu'à un certain point par le résultat d'une confrontation qui a eu lieu entre elle et les dames Pinard et Richer, deux de ces quatre locataires de la maison rue Sainte-Foy, qui avaient vu dans l'escalier une femme vêtue de noir. Elles ne l'ont pas reconnue dans la personne de l'accusée, mais on comprend qu'après plus de dix-huit mois, surtout à la suite d'une assez longue détention et d'une grave maladie qui a empêché pendant quelque temps la femme Soron de paraître devant le juge d'instruction, elle a pu subir une altération dans les traits qui aura sans doute empêché, avec le changement survenu aussi dans son costume, qu'elle ne fût reconnue aujourd'hui par les deux témoins qui viennent d'être cités.

« La dame Faroux, qui avait surtout affirmé qu'elle pourrait reconnaître la femme habillée en noir qu'elle avait rencontrée dans l'escalier au moment du vol, n'a pu être entendue depuis, parce qu'elle a quitté Paris, et qu'on ignorait sa demeure. Toujours est-il que Joseph Giraud, qui ne peut avoir aucun intérêt à dénoncer faussement la femme Soron, non seulement l'a reconnue pour celle désignée sous le nom de femme Chaudière, mais a déclaré que le lendemain du vol, en ayant causé lui-même avec elle, celle-ci a dit en lui parlant d'Alexandre Trotte : « Cet imbécile-là! je lui donnerai encore des affaires! il a porté un coup de couteau! » Ce qui peut surtout faire apprécier la valeur des dénégations de la femme Soron, c'est qu'après avoir été confrontée avec Joseph Giraud, elle a avoué qu'elle connaissait Alexandre Trotte; qu'elle avait entendu une fois crier *Au voleur!* après un individu qu'elle croit bien être Trotte, et que le lendemain elle avait été accostée par lui près de l'église Notre-Dame-de-Lorette, et par plusieurs individus parmi lesquels se trouvait, à ce qu'elle croit, Joseph Giraud. En résumé, le vol antécédent commis au préjudice des époux Coudère l'a été par Julien Giraud et Alexandre Trotte, avec le concours actif de la femme Soron, qui les avait accompagnés jusque dans l'intérieur de la maison pour mieux protéger l'exécution du crime.

« Pendant ce temps, Joseph Giraud faisait le guet dans la rue, et se rendait ainsi complice, par aide et assistance, du vol effectué par les trois autres. La responsabilité du crime, plus grave encore, de tentative de meurtre qui a suivi immédiatement l'exécution du vol, doit retomber seulement sur Trotte et Julien Giraud, mais sur tous deux à la fois, que ce soit l'un ou l'autre qui ait blessé la femme Coudère au point de compromettre ses jours; ils ont agi de concert, tous deux avec violence; l'un saisissait les mains de la femme Coudère et la jetait sur la rampe de l'escalier, pendant que l'autre lui portait le coup de poignard; leur responsabilité dans cet attentat ne saurait être divisée, pas plus que dans la consommation du vol qui l'a précédé.

« Mallet, d'après ses aveux mêmes, s'est rendu complice de ce vol par recel, et la même inculpation a dû atteindre Stoumon, qui a eu entre les mains, sachant leur origine, sinon les objets volés, du moins une partie de leur prix, et, par conséquent, un produit du vol; il nie ce fait, et prétend être allé seulement, par l'ordre de Joseph Giraud, chercher l'argent qui était dû par Mallet, et que celui-ci ne lui aurait pas remis; mais Mallet a persisté à affirmer qu'il avait compté

Stoumon, sinon la totalité du prix, au moins une cinquantaine de francs.

Après la lecture de ces quatre actes d'accusation, lecture qui ne dure pas moins de deux heures et demie, on fait retirer les témoins, qui sont au nombre de plus de cent. L'audience est ensuite suspendue pendant quelques instants.

A la reprise de l'audience, M. le président, s'adressant aux jurés, leur dit: Les vols dont nous avons à nous occuper embrassent une période de temps assez étendue, et un assez grand nombre d'accusés s'y trouvent impliqués: vous le voyez. Pour procéder avec ordre, je commencerai par un interrogatoire particulier de chaque accusé sur les relations qui ont uni entre eux ces malfaiteurs. Nous entrerons ensuite dans l'examen des divers faits qui doivent occuper ces débats, et, à mesure que chaque fait se produira, nous interrogerons les accusés qu'il concerne, et nous entendrons les témoins spéciaux à chaque chef d'accusation.

D. (à Dubois) Connaissez-vous quelques-uns des accusés ici présents?

Dubois, d'une voix faible et enrouée: J'ai connu surtout Collin et Collin, à qui j'ai vendu des objets que j'avais volés.

D. Avez-vous été condamné pour vol? — R. Jamais, mais j'ai été souvent poursuivi pour cela. Je ne vivais que de vol.

M. le président: Et vous, Meunier? — R. Moi, Monsieur, j'ai commis des vols, et on m'a amené à faire des révélations. Je reviens sur tout ce que j'ai dit dans l'instruction.

Cet accusé entre dans des détails assez longs sur la manière dont il a été amené à faire des révélations. Il donne ces détails avec tant de volubilité, que plusieurs fois les jurés réclament qu'il soit invité à parler plus posément: on ne peut l'obtenir. Tout ce que nous comprenons, c'est que Mallet, qui l'a engagé à faire des révélations, lui a dit qu'il ne fallait pas compromettre la femme Mallet; que celui-ci s'était arrangé avec ses co-accusés pour arriver à ce résultat.

M. le président: Et vous, Bourgeois, quels accusés connaissez-vous? — R. Presque tous, Monsieur le président.

D. Connaissez-vous la femme Soron? — R. La femme Soron était proscrite; son amant était arrêté, et nous la voyions peu.

Juré: Qu'entend l'accusé par ce mot de proscrite? L'accusé: Proscrite par la police, recherchée enfin, ça se comprend assez.

M. le président: Mallet, quels accusés avez-vous connus?

Mallet: J'ai connu Meunier, Dubois, Hoff, Bandinelli, les frères Giraud et Stoumon.

M. le président: Bouhours, vous étiez en relation avec vos co-accusés? — R. Avec aucun.

D. Vous ne connaissez pas Meunier, Dubois surtout? — R. Dubois, je l'ignore; je ne l'ai jamais fréquenté.

Dubois: Nous avons commis tous nos vols ensemble.

Bouhours: Je sortais de Poissy quand j'ai connu Dubois, et ce sont mes mauvais antécédents qui lui donnent l'idée de me charger.

D. Et Bourgeois? — R. Je ne le connais pas.

Bourgeois, souriant: Allons donc! il a pris part à tous mes vols.

Meunier, se levant: Tout ça, c'est des compérges, comme ceux que j'avais commencés à faire.

M. l'avocat-général Jallon: Meunier, Messieurs les jurés, à une position particulière aux débats, il a voulu être révélateur; mais comme il n'a pas été sincère dans ses indications, on n'y a pas eu égard. De là le rôle nouveau qu'il a adopté. Dans une bande précédente, il est venu ici, et il a tenté de faire tomber sur la police des reproches de provocation et de corruption. On a fait prompt justice de ces récriminations qui se continuent dans le procès actuel. Je vous engage, Messieurs les jurés, à vous tenir en garde contre les rétractations de cet accusé.

M. Auguste Avond: Comme défenseur de Meunier, il m'est impossible de laisser passer sans protestation les paroles de M. l'avocat-général. Je sais combien les mauvaises antécédents de Meunier prêtent à toutes les suppositions, mais ce n'est pas là une raison suffisante pour affirmer que Meunier ment et mentira dans tout le cours des débats; Meunier a déjà été condamné, soit; mais ceux qu'on représente comme dignes de foi l'ont été aussi, et aussi souvent que lui. Nous ajouterons qu'il est invraisemblable que Meunier mente, car Meunier avoue tous les faits qui lui sont personnellement reprochés; s'il avait intérêt à faire quelque chose, il avait intérêt, comme je l'établirai dans ma plaidoirie, à révéler et à persister dans ces révélations: s'il n'y persiste pas, c'est qu'il est revenu à quelques bons sentiments.

Julien Giraud ne voit connu Mallet; mais celui-ci affirme qu'il a particulièrement connu les frères Giraud. Stoumon était chez eux comme domestique, homme de confiance ou factotum. Comme Stoumon n'était pas proscrit par la police, il faisait le placement des objets qu'ils volaient.

M. le président: Femme Soron, vous avez été condamnée pour vol? — R. Non, Monsieur, c'est pour meurtres.

D. Pour excitation à la débauche? — R. Oui. Cette accusée ne voit connu Trotte et les frères Giraud. Bourgeois lui donne un démenti sur ce point.

La femme Soron, avec une extrême vivacité: Monsieur Mallet, et ment extrêmement.

Bourgeois, avec calme: Vous avez trois enfants, madame!

La femme Soron, vivement: J'en ai sept, monsieur, d'enfants! vous n'en savez pas le nombre. Peut-on mentir comme ça à la justice? C'est épouvantable... c'est épouvantable... Mon Dieu! mon Dieu!

Bourgeois: Bon, bon!

Pendant ces quelques mots rapidement échangés, la femme Soron, dont l'abattement que nous signalions au début de l'audience a disparu et a été remplacé par une agitation extrême, lance à Bourgeois des regards sous lesquels elle le foudroie. Bourgeois paraît s'inquiéter fort peu de cette pantomime furieuse, et se rassied en haussant les épaules.

Stoumon convient avoir été employé chez les frères Giraud pendant quelque temps; mais il ignorait qu'ils commissent des vols.

D. Vous portiez ordinairement les instruments de vol: Mallet le déclare.

Stoumon: C'est faux.

Mallet: Une preuve! Quand les Giraud ont été obligés de quitter Paris, je leur ai acheté leur ménage, je l'ai payé; et quand je suis allé le chercher, ils l'avaient emporté... avec mon argent. Ils m'ont bien volé cette fois (on rit). A ce moment, Stoumon vint me donner les instruments de vols des frères Giraud, qu'ils n'avaient pu ou qu'ils n'avaient pas voulu emporter.

Stoumon: Mallet est un imposteur.

M. l'avocat-général Jallon: Vous disiez autrement dans l'instruction.

Stoumon: Ecoutez donc, Monsieur l'avocat...

M. l'avocat-général: Quand il en sera temps, on lira vos interrogatoires.

Pézeril procède avec beaucoup de clarté au décompte des condamnations que l'accusation relève contre lui, acceptant les unes, et repoussant les autres. Il fait la même distinction dans les aveux, et prétend que quelques uns de ces aveux ont eu pour objet de lui procurer le plaisir de venir au Cour d'assises.

M. l'avocat-général: Ce système nuira bien à votre défense, je vous en avertis.

Pézeril: Je vous en remercie.

Collin et Collin, ces deux vieux révélateurs que nous avons si souvent vus figurer sur les bancs de la Cour d'assises, font moins de difficultés, et ils acceptent toutes les condamnations et reconnaissent tous les faits que l'accusation leur impute. Ils connaissent presque tous les accusés. Collin déclare notamment avoir acheté des objets à Dubois, à Pécy, à Pézeril, à Meunier, à Bandinelli, à Hoff, à Giraud, qui était, dit-il, une vieille connaissance; à Trotte, mais jamais à Muzard.

Pécy reconnaît qu'il est un voleur, et accepte ce qu'on dit de lui et contre lui.

Robert, au contraire, ne connaît personne et n'a rien fait.

Hoff le beau-blond débute par nier une condamnation à une année de prison qu'il a subie.

M. l'avocat-général: Vous l'avez subie sous le nom de Lacour.

Hoff: Ah! si c'est sous ce nom, c'est bien à moi.

D. Pourquoi avez-vous nié? — R. Vous disiez que c'était sous mon nom; comme ça c'est bien différent (On rit).

D. C'est toujours vous qui avez subi cette peine? — R. Oui, mais sous un autre nom. (Nouveaux rires.)

L'accusé soutient qu'il a été étranger au vol Carrette; Arnould et Mallet le démentent fortement à ce sujet. Arnould dit qu'au moment où Hoff lui avait fait ses confidences, il avait avec lui un nommé Thirion dont le sobriquet est Bilboquet. (Rire prolongé.)

Bandinelli n'est pas plus heureux à nier ses relations avec Collin et Bourgeois, qui le contredisent fortement.

Muzard, le dernier accusé, convient qu'il a connu Bouhours, mais non les autres accusés.

Bourgeois: J'ai connu Muzard dehors (à la sortie de prison). Il vivait avec une fille perdue.

D. Commentait-il des vols? — R. Non... seulement une fois il est venu avec nous, et s'est compromis.

D. Etes-vous allé chez lui? — R. Oui.

Muzard: Tu mens.

Bourgeois: Il y avait des blanchisseurs au-dessus de sa chambre, le lit était à droite, et le porte-manteau à gauche. Il n'y avait sur le lit qu'une pailasse qui ne valait rien, et un matelas qui ne valait pas grand chose.

Après ces interrogatoires sommaires, et une nouvelle suspension d'audience, M. le président annonce qu'on va entrer dans l'examen des treize chefs d'accusation résultant du premier arrêt de renvoi rendu dans la cause. On appelle en effet les témoins relatifs à ces treize vols. Ce débat ne présente aucun intérêt.

Le débat se porte ensuite sur quatre vols, qui font l'objet du second acte d'accusation, et qui ne présentent non plus aucun intérêt.

Lundi, à la reprise de l'audience, on entamera la série de vingt-sept vols, qui sont compris dans le troisième acte d'accusation; nous donnerons la partie de ces débats qui présenterait quelque intérêt pour nos lecteurs.

QUESTIONS DIVERSES.

Ouverture de la rue de Constantine. — Expropriation pour cause d'utilité publique. — Immeuble grevé de servitude. — Acquisition totale. — Question de déchéance. — Les propriétés acquises par la voie de l'expropriation, arrivent aux mains de l'administration entièrement libres et dégagées de toute servitude.

Toutefois, cette règle d'intérêt général ne doit s'appliquer qu'à la zone de propriété strictement réclamée par les travaux d'utilité publique qui ont nécessité l'expropriation.

Dans les cas où l'administration est forcée d'acquiescer des propriétés en entier, par suite de la volonté exprimée par le propriétaire, l'expropriation n'en reste pas moins ce qu'elle était, sans que son cercle soit agrandi ou changé, et les fractions de propriété non affectées aux travaux publics qui ont entraîné l'expropriation ne sont pas affranchies des servitudes qui les grevaient.

En conséquence, l'administration, relativement à ces portions de terrain qu'elle a été tenue d'acquiescer dans les cas déterminés par la loi, est considérée comme un acquéreur ordinaire, placé sous l'empire du droit commun.

Ces questions ont été résolues par le Tribunal de la Seine (1^{re} chambre), audience du 7 février, présidence de M. Durantin. — La ville de Paris contre Vignard. Plaidans: Mes Boinvilliers et Rivière.

EXÉCUTION DE FOURRIER, CHEF DE LA BANDE DES ESCARPEES.

Ce matin à un lieu au rond-point de la barrière Saint-Jacques l'exécution de Fourier (Nicolas-Alphonse), âgé de 27 ans, né à Liancourt, imprimeur en papiers peints, plus tard ouvrier en chapellerie, condamné à la peine de mort par la Cour d'assises de la Seine, le 30 du mois de novembre dernier.

Nos lecteurs ont sans doute présent encore à la mémoire cet épouvantable procès, où quinze accusés figuraient sur les bancs, prévenus de meurtres, d'attaques nocturnes, et de vols avec violence. La Gazette des Tribunaux, en rendant compte dans ses numéros des 27, 28, 29, 30 novembre et 1^{er} décembre des débats de cette affaire, qui répandit dans Paris une sombre impression, fit connaître les 67 chefs d'accusation qui s'élevaient contre Fourier, Tepaz, Magniez, Poildevache et leurs complices.

Fourrier fut seul condamné à la peine de mort. Avant le prononcé de l'arrêt, sur l'interpellation de M. le président Zangiachini, il s'était exprimé ainsi: « Je suis un grand coupable; je ne demande ni indulgence ni pitié; mais il est deux personnes qui répondront devant Dieu de la sentence que vous allez prononcer contre moi. »

« — Que voulez-vous dire? avait interrompu le président. »

« — Monsieur le président, répondit Fourier, un fils ne doit jamais accuser son père et sa mère. »

Puis il se tut, et entendit prononcer l'arrêt qui le retranchait du nombre des vivans.

Le lendemain Fourier fut transféré au dépôt des condamnés. En signant, sur les instances de son avocat, M. Blot-Verquesne, son pourvoi en cassation, il reconnut que le verdict prononcé contre lui était équitable. « J'ai suivi une mauvaise voie, dit-il; j'aurais dû avouer, mais j'espérais sauver mes complices. Au fait, mon pourvoi est inutile comme résultat; mais du moins, en attendant le rejet, je mangerai encore la soupe pendant quarante jours. »

Avant-hier, dans l'ignorance du résultat de son pourvoi, il disait à un inspecteur-général des prisons qui le visitait dans la cellule située au deuxième étage de la prison de la Roquette, où il avait été transféré le jour même où Chevreuil, condamné à mort pour assassinat commis sur la personne de sa maîtresse, à l'aide d'un masque de poix, avait obtenu une commutation de peine: « C'est bien long! voici soixante-neuf jours que j'attends! »

Fourrier, qui avait manifesté aux débats, et même après sa condamnation, une extrême exaltation, était bientôt après devenu calme et résigné. Il racontait ainsi

lui-même les circonstances dans lesquelles il avait été entraîné de nouveau au crime: « J'avais été arrêté onze fois, condamné cinq; puis, convaincu que la vie laborieuse et honnête était préférable aux chances terribles du vagabondage et du vol, j'étais devenu un bon ouvrier. Je travaillais depuis près de deux ans chez un maître chapelier, sans m'être dérangé un seul jour, lorsque je fis rencontre de quelques amis avec lesquels je m'enivrais. Mon argent dépensé, et voulant continuer l'orgie, j'allai au domicile que j'occupais en commun avec une fille N...; là, je pris quelques bijoux et effets à elle appartenant que j'engageai au Mont-de-Piété. A son retour, elle fut doublement furieuse de mon absence et de la soustraction que j'avais commise; elle se rendit près de mon patron, lui raconta le fait, et lui fit connaître mes malheureux antécédents et les condamnations que j'avais subies. »

« Le maître chapelier m'aimait assez: il m'avait parfois envoyé en recette, et avait pu apprécier ma probité par mon exactitude scrupuleuse. Cependant il pensa qu'ayant abusé de la confiance de ma maîtresse pour la dévaliser, je pourrais quelque jour le voler lui-même; il prit donc un prétexte, et me renvoya de son atelier. Je me trouvais sans ressources. Alors j'eus la pensée de recourir à ma mère, mais elle s'était séparée de mon père, et me repoussa. Dans mon indignation je lui présageai alors la funeste destinée qui m'attendait: Vous me chasserez, lui dis-je; vous me refusez du pain: eh bien! vous verrez ma tête rouler sur l'échafaud!... »

Ce fut quelques jours plus tard qu'il rencontra Teppaz, avec lequel il commit des vols de peu d'importance; puis, ses bons instincts étant débordés, et sa brutalité naturelle prenant le dessus, les attaques avec violence et les tentatives de meurtre suivirent, jusqu'au moment où il fut saisi par la justice et traduit devant le jury.

Depuis sa condamnation, Fourier se montra constamment calme, résigné. Les visites fréquentes du respectable abbé Montès parurent, surtout dans ces derniers jours, apporter un grand adoucissement à sa position.

La personne qui le visitait avant-hier, ayant remarqué qu'il avait une petite croix suspendue à son cou: « C'est bien! Fourier, lui dit-elle, vous êtes revenu à des sentimens de religion! — Revenu? non, dit-il, je n'en avais jamais eu d'idée. Ah! vous ne savez pas, monsieur, comme j'ai vécu, pauvre enfant abandonné! Je n'avais jamais reçu le baptême; je n'avais pas fait ma première communion! L'abbé Montès m'a ouvert les yeux; il m'a donné les premières notions du bien et du mal, et depuis que j'ai communiqué, je suis devenu tout à coup résigné et confiant. »

Hier Fourier, bien que revêtu de la camisole de force, avait passé la journée d'une manière assez calme. Depuis le commencement de cette semaine il avait reçu deux fois la visite de sa mère et une fois celle de son père, mais à des jours différens, car ils vivent complètement séparés. Il les avait embrassés avec effusion, et leur avait dit que, quoi qu'il dût arriver, il leur pardonnait.

Ce matin, à cinq heures, le directeur de la prison le réveilla pour lui annoncer que son pourvoi était rejeté, et que le recours en grâce présenté par sa famille n'avait pas été admis, et que sa dernière heure allait sonner.

« Bien! dit-il, je m'y attendais; je suis préparé! »

Il demanda si l'abbé Montès était prévenu, et cet ecclésiastique étant entré aussitôt, il s'entreteint avec lui durant les funèbres apprêts.

A huit heures, la voiture du service des prisons qui l'amenaient au rond-point de la barrière Saint-Jacques, où s'était réunie une foule de curieux presque toute composée de marchands de la campagne et d'habitans du faubourg.

Fourrier, en descendant de la voiture, a fait une courte prière, a embrassé l'abbé Montès, et s'est livré aux exécuteurs.

D'un pas ferme il avait déjà gravi les deux premiers degrés de l'échafaud, lorsque tout à coup il s'arrêta, opposant une sorte de résistance passive aux deux aides qui le tenaient chacun par un bras: « Mon Dieu! pardonnez-moi, dit-il d'une voix vibrante en élevant ses regards au ciel. Puis regardant l'instrument de mort: « Soyez maudits! ajouta-t-il d'un accent sourd et qui glaça d'épouvante ceux des spectateurs les plus rapprochés de l'échafaud, soyez maudits, mon père et ma mère! soyez maudits! »

Puis sa tête tomba, et la foule se retira silencieuse.

CHRONIQUE

DÉPARTEMENTS.

— CALVADOS (Bayeux). — Nous lisons dans l'Indicateur:

« Un accident assez ordinaire par lui-même, mais auquel certaines circonstances qui l'ont accompagné avaient donné des proportions étranges et mystérieuses, a eu lieu mercredi dernier dans la commune de Sommervieu. »

« Une femme d'une soixantaine d'années environ, la nommée Madeleine Pinard, servante du sieur Lemesle, serrurier à Bayeux, habitait à Sommervieu une petite maison isolée. Mercredi, la nuit, les bœufemens bruyans et prolongés des vaches attirèrent l'attention de plusieurs habitans sur l'étable, où l'on savait que la femme Pinard retirait les bestiaux de son maître. Après en avoir forcé l'entrée, on trouva cette femme étendue sur le dos, la figure ensanglantée et un couteau dans la main. Elle ne donnait plus signe de vie, et, selon toute apparence, elle était morte depuis plusieurs jours. On crut d'abord à la possibilité d'un assassinat, et jeudi la justice se rendit sur les lieux. »

Il est résulté de ses investigations et de l'autopsie du cadavre que la femme Pinard est morte d'un épanchement au cerveau: une partie de la face avait été déchirée par des chats enfermés dans l'étable et que la femme avait poussés à cette mutilation. Quant à la présence du couteau, dont la lame n'offrait aucune trace de sang, elle s'explique par cette circonstance probable, qu'au moment où elle fut frappée d'apoplexie, la femme Pinard allait sans doute couper quelques herbes pour ses vaches. Aucune trace de tentative de vol n'a été remarquée.

La voix publique avait grossi singulièrement cet événement et les bruits les plus dramatiques s'étaient produits, à l'ombre des circonstances assez étranges d'abord qui semblaient l'entourer. Heureusement qu'on n'a pas en réalité de crime à déplorer dans cette occurrence.

PARIS, 8 FEVRIER.

— La Chambre des députés a continué aujourd'hui la discussion de la proposition relative au tarif de la poste aux lettres.

La Chambre a adopté par assis et levé les deux derniers articles, qui sont ainsi conçus:

« Art. 4. A dater du 1^{er} janvier 1846, le droit de 5 pour 100 établi au profit du Trésor, par la loi du 3 nivose an V, sur les articles d'argent envoyés par la poste, sera réduit à 2 pour 100, pour toute somme n'excédant pas 50 francs. »

« Art. 5. A dater de la même époque, le dixième additionnel perçu sur les lettres transportées par le service rural des postes cessera d'être payé. »

Il a été procédé ensuite au scrutin secret sur l'ensemble de la proposition.

Le nombre des votans était de 340: majorité, 171. Boules blanches, 170; boules noires, 170.

En conséquence, la Chambre n'a pas adopté. — M. le conseiller de Bastard a procédé aujourd'hui à l'interrogatoire des accusés qui seront jugés par la Cour d'assises pendant la deuxième quinzaine de ce mois; en voici la liste:

Le 17, Wackernier, abus de confiance par un salarié; Lemarois, vol par un domestique; Arhex, vol à l'aide de fausses clés. Le 18, Sobron et Rogeau, vols avec fausses clés et effraction; Amiard et fille Douillet, vol par un salarié et recel. Le 19, Ducla, vol par un domestique; Méridias, abus de confiance par un salarié; Cœur, tentative de viol. Le 20, Coisy, abus de confiance par un salarié; Blainville, vol à l'aide d'effraction; Réveillac, vol à l'aide de fausses clés. Le 21, veuve Toussaint, vol par une domestique; Roux, vol par un homme de service à gages; Jacob et femme Cassier, vol à l'aide de violence. Le 22, Larochette, abus de confiance par un salarié; Alexandre, tentative d'assassinat. Le 24, veuve Leloup, faux en écriture de commerce; Darche, tentative d'assassinat. Le 25, Gaudet, vol; femme Dubois et Drion, fabrication de fausse monnaie. Le 26, Levot, abus de confiance par un salarié; Péret, faux en écriture publique; Baude, faux en écriture privée et de commerce. Le 27, Rouannet, abus de confiance par un salarié; Legent, Foisselle, Seruzier et fille Vasseur, vols à l'aide d'effraction et de fausses clés. Le 28, Rommetin, faux en écriture privée; Duteil, tentative d'assassinat sur sa femme.

— L'affaire portée aujourd'hui devant les assises devant occuper la fin de la session, MM. les jurés qui ne sont pas dans cette affaire ont dû se retirer aujourd'hui; en conséquence, MM. les jurés ont fait une collecte qui s'est élevée à la somme de 300 francs, qui sera répartie ainsi: 100 francs pour la société du patronage des prévenus acquittés; 100 francs pour celle des jeunes orphelins; 50 francs pour la colonie de Mettray, et 50 francs pour celle fondée à Petit-Bourg.

— Ce soir samedi, une force considérable, dirigée par trois commissaires de police, et composée d'agens du service municipal, de brigades de sergens de ville et d'un fort détachement de gardes municipaux, a cerné à l'improviste deux établissemens du boulevard du Temple, le café du Puy-de-Dôme et le Caveau, tenus tous deux par un sieur Picard, et dans lesquels se réunissaient des malfaiteurs et des recéleurs.

Plus de deux cents arrestations ont été opérées dans ces deux Tapis francs, où l'on avait établi des souricières.

Une feule immense stationne encore sur le boulevard, d'où des détachemens de gardes municipaux emmènent, au fur et à mesure que M. le commissaire de police Vassal et ses collègues ont verbalisé, des prévenus au nombre de vingt et trente à la fois.

Tous ces individus sont dirigés sur le dépôt de la préfecture de police.

De nombreuses pièces de conviction ont été saisies.

— De la prison de Saint-Lazare s'est évadée avant-hier une femme qui, par son habileté, son audace et le succès de ses ruses, paraît devoir dépasser de beaucoup la renommée que s'est acquise en ce genre le fameux Picard.

Dans notre numéro du 14 décembre dernier, nous annoncions l'arrestation d'une femme Caylus, signalée par de nombreuses escroqueries, condamnée par contumace comme complice d'un nommé Rancelan - d'Anneville, agent d'affaires, envoyé au bagne pour crime de faux. Cette femme, qui prenait alternativement le nom de comtesse de Marsan, baronne de Ferté, femme Martin, marquise d'Angerville, veuve Chateyron, baronne d'Herlac, etc., avait réussi mainte fois à se soustraire aux recherches de la police et à l'exécution des mandats décernés contre elle. Surprise enfin dans un domicile qu'elle habitait à Belleville, et écrouée à la fois sur mandats du parquet et de la préfecture de police, et en exécution de jugemens rendus contre elle, notamment en octobre 1842, sous le nom de marquise de Caylus, elle avait été mise à la prison de Saint-Lazare, tandis qu'une nouvelle instruction était ouverte, et que l'un de ses complices, Rancelan d'Anneville, était extrait du bagne de Rochefort pour être amené à Paris.

Un jeune avocat avait été appelé plusieurs fois par la femme Caylus pour prendre connaissance de son affaire, dont elle le priait instamment de se charger. Au commencement de cette semaine, elle lui écrivit pour lui demander quel jour il pourrait venir au parloir de Saint-Lazare pour recevoir d'elle différentes pièces qui, s'il fallait l'en croire, devaient établir sa non-culpabilité.

L'avocat répondit qu'il se rendrait au parloir de la prison le jeudi 6, à trois heures; et en effet, à l'heure indiquée par lui, il arriva, et fit immédiatement appeler sa cliente.

La veille, la femme Caylus avait simulé une indisposition assez grave, elle s'était plainte de vives douleurs de tête, et avait demandé que l'on fit appeler un médecin. Le jeudi matin, elle exprima la crainte que sa conférence au parloir, où l'on ne fait pas de feu, eût des conséquences fâcheuses pour sa santé; elle parut toutefois se faire violence, et s'habilla avec beaucoup de soin pour descendre près de son avocat. Le violent mal de tête dont elle avait parlé, et des douleurs de dents dont elle se plaignit, lui servirent de prétexte pour se couvrir la tête d'un chapeau de velours noir, et s'envelopper le visage d'un voile de dentelle de point d'Angleterre.

Elle était vêtue d'une robe et d'un camail de satin noir, gantée de chevreau, chaussée de broquins de velours, et tenait un mouchoir de batiste richement brodé à la main. Arrivée au parloir, elle conféra quelques instans avec son avocat, puis, prétextant l'oubli des pièces qu'elle devait lui remettre, elle sortit pour les aller chercher, et en annonçant son prompt retour.

Au moment où elle sortait du parloir, M... remarqua que le gardien de service fermait, contre l'ordinaire, le verrou derrière elle.

Cinq minutes s'écoulèrent, puis cinq autres; et l'avocat, étonné de voir se prolonger l'absence de sa cliente, appela le gardien pour la faire revenir plus promptement.

Ce fut alors que l'on s'aperçut de sa disparition et de sa fuite.

Au fond du couloir sur lequel s'ouvre la porte du parloir des avocats, il existe une porte communiquant au corps du bâtiment occupé par les filles publiques détenues administrativement. C'est par cette porte que la femme Caylus avait pris la fuite, soit qu'elle l'eût trouvée ouverte, soit qu'elle s'en fût procuré la clé par un moyen de séduction ou de corruption quelconque. Une fois dans le corps de bâtiment de ces femmes, il lui avait été facile de gagner la porte de la maison, qu'elle s'était fait ouvrir sans difficulté en se donnant pour une des nombreuses dames de charité qui viennent chaque jour donner des secours et des consolations aux détenues.

Toutes les recherches faites pour retrouver la trace de la femme Caylus ont été jusqu'à ce moment sans résultat. Différentes inductions portent à croire qu'elle aurait pris le chemin de fer de Rouen déguisée en paysanne, et en se faisant accompagner d'une femme à laquelle elle aurait fait revêtir l'élegant costume qui avait servi à son évadement.

La femme Caylus est âgée de quarante et un an, de taille élevée, forte en couleur, un peu replète, et assez commune dans sa personne, malgré les airs affectés de distinction qu'elle cherche parfois à se donner selon le nom et le titre dont elle s'affuble, ou le rôle qu'elle veut jouer.

M. Berville, premier avocat-général à la Cour royale de Paris, vient de publier, sous le titre de *Fragmens littéraires et oratoires*, un volume plein d'intérêt. M. Berville est l'un des écrivains les plus distingués qui soient sortis du Barreau, et l'on se rappelle encore le brillant succès obtenu par le jeune avocat lorsqu'il fut couronné par l'Académie française pour son éloge de Rollin. Ce morceau remarquable figure en tête des *Fragmens* que vient de publier M. Berville. Il est suivi de plusieurs discours prononcés soit à l'Assemblée, soit devant la Cour royale, soit à la tribune de la Chambre des députés. Des mélanges inédits complètent cette publication, dans laquelle se révèle le talent ingénieux et fin qui distingue M. Berville. Nous reviendrons sur cette publication.

ETRANGER.

— ANGLETERRE (Londres), 6 février. — Clara Osborn, fille de sir John Osborn, baronnet, l'un des commissaires

du bureau des comptes (*Audit-Office*) à l'hôtel Somerset, a été arrêtée il y a peu de jours, dans le magasin de M. Allen, marchand de comestibles. Après avoir examiné et marchandé des terrines ou pâtés en pots de gibier, de jambon et de diverses viandes, elle enleva subtilement et essaya de cacher sous son manteau une de ces terrines contenant seulement de la viande, et de la valeur d'un shelling et demi (1 franc 90 centimes).

Surprise en flagrant délit, miss Osborn, malgré les excuses qu'elle s'est efforcée de faire pour son inconcevable distraction, a été conduite en prison et elle a comparu ce matin au Tribunal de police de Queen-Square. Au lieu de faire tenir miss Osborn debout à la barre, on lui a accordé un siège; cette demoiselle, de vingt-cinq à vingt-six ans, a une figure agréable, des yeux noirs et expressifs; elle a salué avec grâce les magistrats.

Sir John Osborn, père de cette demoiselle, et des personnes amies de la famille étaient présentes; M. Clarkson, avocat, et M. Humphreys, solliciteur d'avoué, l'assistaient en qualité de conseillers.

M. Allen et son commis John Russell ont fait leurs dépositions.

M. Akass, commis de M. Murray, papetier et relieur, a déclaré reconnaître miss Horn comme étant venue chez son patron pour acheter de petits almanachs à un penny

pièce; elle en achetait trois qu'elle a payés. Le témoin ne peut dire si cette demoiselle a ou non emporté quelque autre objet de la montre, où se trouvaient environ cinquante agendas ou almanachs.

M. Clarkson: Il est évident que l'on a été mendier de tous côtés des témoignages contre ma cliente; heureusement la déclaration du sieur Akas ne signifie absolument rien.

Le magistrat a accordé à miss Osborn sa liberté provisoire, moyennant un cautionnement de 500 livres sterling par elle-même, et de pareille somme par son père et par M. Byng, son parent (en tout 25,000 fr.)

— Tous les musiciens et les amateurs voudront posséder les magnifiques primes de musique que la FRANCE MUSICALE donne pour rien jusqu'à 45 de ce mois aux abonnés. Rien n'est comparable à ces belles publications, signées par les noms les plus illustres. Les cadeaux de la FRANCE MUSICALE tiennent du prodige. Pour 24 francs par an, on a toute une bibliothèque musicale pour rien, deux billets pour six concerts, un Dictionnaire de musique, un journal tous les dimanches, etc. Après le 15, on n'accordera plus les mêmes avantages.

— ASSURANCES MILITAIRES. — La maison Lestiboudois, établie depuis quinze années place de la Bourse, 58 (côté de la rue Notre-Dame-des-Victoires), dépose MILLE CINQUANTE FRANCS

en espèces pour garantir l'exécution de chacune de ses polices d'assurance. Ce dépôt est fait au nom de chaque assuré et n'est prélevé qu'après sa libération du service militaire.

— M. ROBERTSON ouvrira un cours élémentaire d'anglais par une leçon publique et gratuite, lundi 4 février, à deux heures et demie. Une encanteinte réservée pour les dames. Le prix du cours complet, en soixante leçons, est de 50 fr. Neuf autres cours, de forces différentes, sont en activité. Le programme se distribue gratuitement chez le concierge, rue Richelieu, 47 bis.

SPECTACLES DU 9 FÉVRIER.

OPÉRA. — La Jolie Fille de Gand, le Dieu et la Bayadère. FRANÇAIS. — Une Femme de 40 ans, le Mari à la Campagne. OPÉRA-COMIQUE. — Le Pré, le Domino Noir. ITALIENS. — Antigone, Athalie. VAUDEVILLE. — Paris, Enfant chéri des dames, les Cabinets. VARIÉTÉS. — La Vendetta, Boquillon, un Jour Gras. GYMNASE. — Rebecca, un Bal d'Enfants, Mme de Cérigny. PALAIS-ROYAL. — Le Boeuf Gras, Biribi, le Capitaine, Liberté. PORTE-ST-MARTIN. — Paul le Corsaire, 1844 et 1945. GAITÉ. — Le Mannequin, Mlle de la Faille, la Coqueluche. AMBIGU. — L'Auberge de la Madone, Madeleine. CIRQUE-OLYMPIQUE. — Le Lion du Désert. COMTE. — Henriot, les Deux Frères. FOLIES. — La Rosière, Toutou, Cendrillon. PALAIS-ENCHANTÉ. — Soirées mystérieuses par M. Philippe.

Avis divers.

MM. les actionnaires de la Société anonyme du Chemin de fer de Paris à Saint-Germain et Versailles sont prévenus que l'assemblée générale annuelle prescrite par l'article 23 des statuts, se réunira le 10 mars 1845, à dix heures du matin, au siège social, à Paris, rue Saint-Lazare, 120. Cette assemblée est appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 1844, et sur la proposition de la commission d'administration du chemin de fer de Paris à Saint-Germain et de Versailles, de faire passer le chemin de fer de Paris à Saint-Germain et de Versailles (rive gauche). Pour être admis, il faut être porteur d'au moins vingt actions, et avoir fait le dépôt de dix jours à l'avance à la caisse de la société contre récépissé.

Le directeur, Emile PERREAU.

MM. Duval-Vaucluse, Desprat et Vandenberg, en qualité de commissaires chargés de la liquidation de l'actif abandonné à ses créanciers par le sieur VIGNAN, fondateur, rue Vieille-du-Temple, 40, prévient les créanciers ou tiers-porteurs qui n'ont point affirmé ou produit leurs créances, qu'ils peuvent en ce moment à la répartition de l'actif réalisé, et les invite à produire d'ici au 25 février courant, leurs titres de créances, et à remettre au sieur Duval-Vaucluse, rue Grange-aux-Belles, 5, l'acte de leur déclaration, si les titres de créances ne sont point compris à ladite répartition.

Une société très avantageusement connue demande un représentant dans les départements qui n'en seraient pas pourvus. — La place sera très lucrative et parfaitement honorable. Ecrire franco à M. Chollet, rue Richer, 9.

A louer de suite, rue du Temple, 92 et 94, en face l'église Sainte-Elisabeth, en totalité ou par parties, vastes MAGASINS, au rez-de-chaussée et au premier, propres à divers genres de commerce. S'adresser sur les lieux, et pour les conditions à M. Duval-Vaucluse, rue Grange-aux-Belles, 5.

TOUS LES MUSICIENS

AVANTAGES IMMENSES ET EXTRAORDINAIRES. On s'abonne à la France musicale, 6, rue Neuve-Saint-Marc, à Paris, un an, 24 fr.; la province, 29 fr. 50 cent.

Maison LEGRAND, passage des Panoramas, grande galerie, 13. PLUS DE CHOCOLATS FALSIFIÉS CACAO-PUR CARAQUE, réduit en poudre, à froid, sans aucune évaporation. En DELAYANT cette poudre dans de l'eau ou du lait bouillant, le consommateur fait lui-même un chocolat entièrement pur, tonique et très digestif, qu'il se sert selon son goût. — Prix: la boîte de 10 tasses, 1 fr. 50 c.; de 20 tasses, 3 fr. CAFÉ EN LIQUEUR (force de dix degrés). — En versant sur une cuillerée à bouche de cette liqueur, de l'eau ou du lait bouillant, on obtient à l'instant une tasse de café d'arôme supérieur. Prix: les 12 tasses, 1 fr. 20 c. — THÉS verts et noirs, en premier choix, à 6, 8 et 10 fr. — Théiers anglais, etc.

SEULES PECTORALES DE SIROP PECTORAL NATE DARABIE. Seuls pectoraux approuvés par les professeurs de la faculté de médecine. — PATE, 75 c. et 1 fr. 25 c. Chez DELANGRENIER, rue Richelieu, 26, à Paris. SINGE, 2 fr.

A partir de ce jour jusqu'au 15 de ce mois, la France musicale donnera de suite pour rien, et à la fois, comme prime, à toute personne qui prendra ou fera prendre un abonnement d'un an, tout ce qui a paru de plus beau cet hiver en musique de chant et de piano, savoir: 1° L'ALBUM DE CHANT DU PARADIS, renfermant douze mélodies inédites de ROSSINI, DONIZETTI, BELLINI, SCHUBERT, ADAM, LABARRE, GLAPISSE, BAZIN, TADOLINI, THALBERG; — 2° L'ALBUM ROYAL de piano, renfermant douze fantaisies inédites, par THALBERG, PRUDENT, H. HERTZ, ROSELLEN, ALKAN, HENSELT, WOLFF, KALBRENNER, HELLER, etc.; — 3° LES FLEURS DES SALONS, Album inédit de piano, renfermant trois Polkas et un Galop, par F. KALBRENNER; la Berceuse, valse par BERGMULLER; trois Mazurkas, par A. DE KONTSKY; LE JOIE BELLE, quadrille, et LE HONGROIS, quadrille-polka; — 4° LES FLEURS DE LA DANSE, vingt valses charmantes; — 5° DEUX ROMANCES inédites de DONIZETTI et VOGEL: Un Baiser pour espoir et A toi, Marie. Tous ces morceaux sont dérivés ou envoyés pour rien à l'instant même.

7° Chaque abonné a encore droit à DEUX BILLETS gratuits pour SIX CONCERTS. Les abonnés de la province auront en échange un ALBUM DE CURIOSITÉS MUSICALES; — 8° Enfin, tout abonné recevra gratis la FRANCE MUSICALE tous les dimanches et 52 morceaux inédits de Chant ou de Piano pendant l'année. Il suffit d'envoyer un bon à vue sur Paris FRANCO, pour recevoir de suite et pour rien les primes annoncées.

VINS DE CHAMPAGNE de MM. ADNET-CRINQUE et THOMINE, à Reims, Fournisseurs des principales cours d'Europe. SEUL DÉPÔT à PARIS, Chez J. BÉRIAN, Rue de Provence, 28, en face de l'hôtel Lafitte. Vins du Rhin et de la Moselle.

Contellerie Parisienne De la fabrique de M. LEGRAND, passage des Panoramas, 8, en face M. MARTEL, papetier, au bureau des COUTEAUX de table, manche IVOIRE, de 20 à 28 fr. et au-dessus; — Idem, manche en ébène, de 12 à 18 fr. et au-dessus. — Grand choix de couteaux de dessert à lame d'argent, de 60 à 80 fr. et au-dessus. Petite orfèvrerie en argent et en maillechort garnis par le procédé de M. de Ruolz. Couverts en nickel argenté, de 6 à 7 fr. Rasoirs garnis à 4 fr.

AVIS AU BON PASTEUR, rue Saint-Honoré, 167 et 169, et rue du Coq, 10. Maison spéciale d'habillement à prix fixe invariable. Toutes les marchandises, soit en pièces, soit confectionnées, sont marquées en chiffres connus au comptant, sans rabais ni escompte. Cette maison, dont la réputation est si bien acquise, par sa belle confection et par la coupe élégante de tous ses vêtements, vient de faire confectionner un grand choix d'habits, tout ce qu'il y a de mieux, pour soirées, bals, visites ou départs précipités, au prix de 60 à 80 fr.; pantalons noirs de satin et casimir Sueda, au prix de 22 à 25 francs. Un choix considérable de gilets brodés, depuis 25 francs jusqu'à 40 francs. Les vêtements faits sur mesure se paient en sus des prix fixes: Habits, redingotes et paletots, 5 francs; pantalons et gilets, 2 francs. L'immense clientèle du BON PASTEUR a engagé le chef de l'établissement à avoir des coupeurs spéciaux, seul moyen d'obtenir dans la coupe élégance et perfection.

AVIS MM. les actionnaires de la société générale LUNITE (raison sociale: André et Co) sont invités à se réunir en assemblée générale annuelle, au siège de l'administration

CHEMIN DE FER DE BELGES ANTIENNES COMPAGNIE LAURENT, LUZARCHES ET F. O'NEILL.

Le conseil d'administration de la Compagnie, prenant en considération la demande qui lui en a été faite, des départements et de l'étranger, a consenti à proroger jusqu'au 1- de ce mois la clôture de la souscription, fixée d'abord au 5. En conséquence les demandes d'actions continueront à être reçues et enregistrées chez MM. F. O'NEILL et Co, rue de Provence, 5, jusqu'au 15 février inclusivement, jour auquel la souscription sera close à Paris et dans les départements. La répartition proportionnelle en sera faite immédiatement après. — Paris, 2 février 1845.

CHEMIN DE FER DU NORD De PARIS à la frontière de Belgique par AMIENS, LILLE. — Tracé du gouvernement.

Société formée par acte passé pardevant M. BEAUDENOM DE LA MAZE et son collègue, notaires à Paris, en date du 1er février 1845.

CONSEIL D'ADMINISTRATION: MM. le vicomte de RICHEMONT, député, membre du conseil général de Lot-et-Garonne; DECAN, maire du 3e arrondissement, l'un des directeurs de la Caisse d'épargne; le général comte d'ANDLAU; BENOIT, directeur de l'horlogerie royale de Versailles; le comte d'ADHEMAR DE LA BAUME, propriétaire; DESMAZURES, ancien directeur du service des lits militaires; VEE, maire du 5e arrondissement; BEAUGE, membre du conseil général de salubrité; R. DE BARBARIN, conseiller à la Cour des comptes; CHAMBRAY, maire du 4e arrondissement. Un versement de 50 francs par action de 500 francs devra être fait immédiatement après l'avis que chaque souscripteur recevra du nombre d'actions qui lui seront attribuées. Les demandes de souscriptions doivent être adressées au siège de l'Administration du Nord, rue Richelieu, 38. Les fonds seront versés au Trésor par le banquier désigné par le conseil d'administration. — LES TITRES SERONT DÉPOSÉS A LA BANQUE DE FRANCE.

LA SOUSCRIPTION SERA OUVERTE LE MARDI 11 FÉVRIER COURANT.

Adjudications en justice.

Etude de M. PLOUQUE, avoué, successeur de M. Dubreuil, à Paris, rue Pavée-Sauveur, 3. Vente aux criées du Tribunal civil de la Seine, le mercredi 26 février 1845. En deux lots qui ne seront pas réunis.

D'UNE MAISON, sise à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, 52; 2° D'une

Pièce de Terre sise aux Thermes, rue des Dames, commune de Neuilly. Produit brut de la maison (premier lot): 13,470 fr.

Mises à prix (premier lot): 150,000 fr. (deuxième lot): 8,000 fr. S'adresser: 1° A M. PLOUQUE, avoué poursuivant, rue Pavée-Sauveur, 3; 2° A M. Boncompagni, avoué, rue de l'Arbre-Sec, 52;

3° A M. Pison, avoué, rue Saint-Honoré, 333; 4° A M. Boucher, avoué, rue des Provaires, 32;

5° A M. Tiphaine-Desaunays, notaire, rue de Mézières, 8. (3077)

Etude de M. René GUERIN, avoué, rue d'Alger, 9. Adjudication définitive sur licitation, en l'audience des criées, au Palais-de-Justice à Paris. Le samedi 15 février 1845. D'une grande et belle

Propriété située à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, 86, à l'extrémité de la rue Tronchet, avec cour et vaste jardin, le tout d'une contenance de 1,632 mètres 94 centimètres, dont en bâtiments 457 mètres, et le surplus en cour et jardin.

Cette propriété présente en façade sur la rue Neuve-des-Mathurins une largeur de 20 mètres 10 centimètres, sur laquelle il existe que de petites constructions.

Sa proximité de la rue Tronchet, de la rue de la Ferme-des-Mathurins prolongée, ainsi que de la nouvelle rue du Chemin-de-Ver, la rend propre à toute espèce de spéculation.

Produit actuel, susceptible de grande augmentation: environ 18,000 fr. Mise à prix: 380,000 fr. S'adresser pour les renseignements: A M. René GUERIN, avoué poursuivant la vente et dépositaire des titres et plans, rue d'Alger, 9; A M. Desprez, notaire, rue du Four-Saint-Germain, 27.

Et sur les lieux, pour voir la propriété, de midi à quatre heures seulement, au concierge. (3074)

Ventes immobilières. Adjudication définitive, en la chambre des notaires de Paris, le 25 février 1845, par le ministère de M. TRESSÉ, D'un JOLI

HOTEL sis rue de Navarin, 3, avec jardin. Mise à prix: 40,000 fr. Une seule enchère suffira pour adjuger. Eurogistré à Paris, le 27 février 1845. Reçu un franc dix centimes.

Sociétés commerciales.

Etude de M. PINSON, avoué, rue Saint-Honoré, 333. D'un acte sous seings privés, fait triple à Paris, le 1er février 1845, enregistré à Paris, le 1er février 1845, folio 81, recto, cases 1 et 2, par Mellier, qui a reçu 5 fr. 10 c.

Il appert que M. Jules-Eugène BOCCUET, chimiste, demeurant à Paris, rue Moseur-le-Prince, 33; Pierre-Alphonse ALLAN, chimiste, demeurant à Paris, rue Jean-Tison, 7; et Charles-Amédée DELAIRE DE LA BROSSE, demeurant à Paris, rue Neuve-de-Luxembourg, 26, ont formé entre eux une société en nom collectif ayant pour objet l'exploitation, tant en France qu'à l'étranger, s'ils y lieu, des conceptions, découvertes, procédés, améliorations, perfectionnements, et d'addition obtenus et à obtenir.

Que ladite société, dont le siège a été fixé à Paris, a été établie sous la raison sociale ALLAN, BOCCUET et Comp., et pour vingt années, à partir du 1er février 1845.

Que les apports de MM. Allan et Bocquet ont consisté dans leurs procédés et découvertes, et ceux de M. Delaire dans la somme de 10,000 fr. et dans ses soins pour la vente et le placement d'induits précédés.

Qu'enfin, il a été dit que l'administration de la société est confiée à M. Delaire, qui est exclusivement chargé de faire les ventes et de lui toucher seul les montants.

Qu'il ne serait fait pour la société aucune achats qu'au comptant; qu'il ne sera contracté aucun emprunt ni fait aucun billets, effets de commerce ou autres; et que les signatures d'un ou plusieurs associés sur des actes de cette nature n'engageront pas la société.

Pour extrait: PINSON, (4387)

D'un contrat passé devant M. Vieville, notaire à Paris, soussigné, et son collègue, le 1er février 1845, encre: Mme Anne-Cécile MORLET, veuve de M. Germain TRUCHON, marchande de vins en gros, demeurant à Bercy près Paris, Grand-Rue, 48;

Et M. Henri-Germain TRUCHON, commis négociant, demeurant à Bercy, avec madame sa mère, sommée;

Il a été extrait littéralement ce qui suit: Art. 1er. Il est formé par les présentes entre Mme veuve Truchon et M. Truchon son fils une société en nom collectif ayant exclusivement pour objet le commerce de vins en gros, eaux-de-vie et autres liquides.

Art. 2. Cette société est contractée pour six années à compter du 1er janvier 1845.

Art. 3. La raison de commerce sera veuve TRUCHON et fils.

Art. 4. Chaque associé sera gérant et aura la signature, qui obligera bien entendu la société, qu'autant qu'elle aura été donnée pour les affaires de la société.

Ledit acte porte la mention suivante: Enregistré à Paris, au bureau, le 5 février 1845, folio 44, verso, case 5, reçu 5 francs 50 centimes pour le décime (signé) Lenoble. (4389)

Par acte sous seings privés fait double à Paris, le 31 janvier 1845, enregistré et de-

posé au greffe du Tribunal de commerce de la Seine, MM. Paul et Joseph SCHWITZER, ont formé une société commerciale, en nom collectif sous la raison SCHWITZER frères, dont le siège est fixé provisoirement rue de la Fontaine-Molière, 29, pour dix années consécutives, du 1er janvier 1845, pour prendre fin le 1er janvier 1855. Cette société a pour objet la continuation de l'exploitation du fonds industriel, qu'ils ont acquis de M. Leger, pour la fabrication et la vente de garnitures de livres; les associés gèrent et administreront conjointement; la signature sociale appartient à tous les deux, mais ils ne pourront en user que pour les actes d'administration et réglementaires; ils ne pourront engager la société par billets à ordre, lettres de change ou acceptations, qu'en signant tous les deux; tous engagements contractés par un seul ne seront pas reconnus par la société.

DEBETTES. Teneur de livres, des Deux-Portes-Saint-Sauveur 15. (4385)

D'un acte sous seing privé, en date du 1er février 1845, passé entre MM. CHALLAMEL et Th. FRAGONARD, enregistré le 1er février 1845, il appert que la société en participation qui existe entre les susnommés pour la publication de AUTREFOIS ou le BON VIEUX TEMPS, est dissoute, l'ouvrage resté dans la librairie de M. Challamel, rue de l'Abbaye-Saint-Germain, CHALLAMEL, Th. FRAGONARD.

Cabinet de M. VINCENT, rue Saint-Roch-Poissonniers, 2. S'agit-acte sous seings privés, fait quadruple à Paris, le 1er février 1845, enregistré, entre M. Nicolas TOLDOUSE, entrepreneur de messageries, demeurant à Paris, rue Albouy, n. 14; Mme Amédée-Éléonore MONSIEUR, veuve de M. Pierre-Nicolas MAINT, entrepreneur de messageries, demeurant à Paris, rue Montmartre, 83; M. Edme BENOIST, négociant, demeurant à Paris, quai Bourbon, 2;

Et Mme Marie Geneviève FLORENTIN, veuve de M. Yves-Jacques LANGLOIS père, soussigné, M. Louis-Marie-Jules LANGLOIS, commissaire-roi de roulage, et M. Charles-Auguste LANGLOIS, même profession, tous demeurant à Paris, rue des Marais-St-Martin, 15; ces derniers seuls héritiers et représentants de feu M. Langlois leur père, et les autres parties dénommées audit acte, et qui ont été littéralement transcrits, a été extrait ce qui suit:

Il est formé une société en commandite et par actions entre M. Blee, d'une part; et les personnes qui adhèrent aux présents statuts en devenant souscripteurs d'actions de ladite société, d'autre part.

La société sera constituée par le fait de la souscription de l'intégralité de l'action, des grandes lettres qui ont compris tous les frais d'acquisition et de régularisation de la société, les créances actives relatives audit commerce, de manière à ce que la société, une fois constituée, soit propriétaire de tous les objets formant l'apport ci-dessus, sans

qu'elle puisse être aucunement inquiétée ou recherchée à raison desdits frais d'acquisition ou autres.

M. Blee conservera néanmoins, pendant tout le cours de la gérance, le droit d'habiter la maison de Saint-Ouen, comprise dans son apport social.

M. Blee sera seul gérant responsable. Il sera tenu, pendant le cours de sa gestion, de conserver pour 100,000 fr. d'actions, qui ne pourront être détachées du registre. Il lui est expressément défendu de faire aucune opération sur les places pour son compte particulier ou pour celui de toute autre société, soit pendant sa gérance, soit après sa démission acceptée.

Les autres actionnaires seront simples commanditaires; ils ne pourront être obligés au-delà du capital nominal de leurs actions.

La raison sociale sera: A. BLEE et Co. La dénomination sera: Société des grandes glaceries de Saint-Ouen.

La durée de la société sera de vingt années, qui ont commencé à courir du 1er février 1845.

Le siège de la société sera rue Grange-Battelière, 4, où se trouve aujourd'hui le bureau central de l'opération.

Le capital social est fixé à 510,000 fr., montant de l'apport de M. Blee, franc de tous frais de charges, notamment des frais de remplissage des lettres, lesquels ont été acquittés par M. Blee pour la présente année; il est divisé en cinq cent dix actions de 1,000 fr. chacune.

En cas de maladie ou d'empêchement majeur du gérant, la société sera tenue de lui donner un successeur, qui devra prendre ses lieux et place et ses obligations.

Quant à la prise d'actions dont il est parlé ci-dessus, elle le déchargera de toute responsabilité tant vis-à-vis de la société que tiers, après l'apurement de ses comptes d'administration. Il lui est expressément défendu de faire des affaires autrement qu'au comptant. En conséquence, tous billets souscrits en son nom pour la société n'engageront en rien cette dernière.

En cas de décès du gérant, il sera remplacé, comme il est dit ci-dessus; mais dans aucun cas ses héritiers ne pourront faire apposer les scellés sur les objets et livres appartenant à la société.

Dans le cas où, avant l'expiration des termes fixés pour la durée de la société, il serait constaté, par deux inventaires annuels et successifs, que les produits nets des ventes de marchandises, après déduction de tous les frais de capital social, aux actionnaires, et des derniers pourvoir provoquer la dissolution de la société et sa mise en liquidation.

M. Blee et elle-même banquier de la société.

En cas de décès du gérant, il sera remplacé, comme il est dit ci-dessus; mais dans aucun cas ses héritiers ne pourront faire apposer les scellés sur les objets et livres appartenant à la société.

Quant à la prise d'actions dont il est parlé ci-dessus, elle le déchargera de toute responsabilité tant vis-à-vis de la société que tiers, après l'apurement de ses comptes d'administration. Il lui est expressément défendu de faire des affaires autrement qu'au comptant. En conséquence, tous billets souscrits en son nom pour la société n'engageront en rien cette dernière.

En cas de maladie ou d'empêchement majeur du gérant, la société sera tenue de lui donner un successeur, qui devra prendre ses lieux et place et ses obligations.

Quant à la prise d'actions dont il est parlé ci-dessus, elle le déchargera de toute responsabilité tant vis-à-vis de la société que tiers, après l'apurement de ses comptes d'administration. Il lui est expressément défendu de faire des affaires autrement qu'au comptant. En conséquence, tous billets souscrits en son nom pour la société n'engageront en rien cette dernière.

En cas de décès du gérant, il sera remplacé, comme il est dit ci-dessus; mais dans aucun cas ses héritiers ne pourront faire apposer les scellés sur les objets et livres appartenant à la société.

Dans le cas où, avant l'expiration des termes fixés pour la durée de la société, il serait constaté, par deux inventaires annuels et successifs, que les produits nets des ventes de marchandises, après déduction de tous les frais de capital social, aux actionnaires, et des derniers pourvoir provoquer la dissolution de la société et sa mise en liquidation.

M. Blee et elle-même banquier de la société.

En cas de maladie ou d'empêchement majeur du gérant, la société sera tenue de lui donner un successeur, qui devra prendre ses lieux et place et ses obligations.

Quant à la prise d'actions dont il est parlé ci-dessus, elle le déchargera de toute responsabilité tant vis-à-vis de la société que tiers, après l'apurement de ses comptes d'administration. Il lui est expressément défendu de faire des affaires autrement qu'au comptant. En conséquence, tous billets souscrits en son nom pour la société n'engageront en rien cette dernière.

En cas de décès du gérant, il sera remplacé, comme il est dit ci-dessus; mais dans aucun cas ses héritiers ne pourront faire apposer les scellés sur les objets et livres appartenant à la société.

Dans le cas où, avant l'expiration des termes fixés pour la durée de la société, il serait constaté, par deux inventaires annuels et successifs, que les produits nets des ventes de marchandises, après déduction de tous les frais de capital social, aux actionnaires, et des derniers pourvoir provoquer la dissolution de la société et sa mise en liquidation.

M. Blee et elle-même banquier de la société.

En cas de maladie ou d'empêchement majeur du gérant, la société sera tenue de lui donner un successeur, qui devra prendre ses lieux et place et ses obligations.

Quant à la prise d'actions dont il est parlé ci-dessus, elle le déchargera de toute responsabilité tant vis-à-vis de la société que tiers, après l'apurement de ses comptes d'administration. Il lui est expressément défendu de faire des affaires autrement qu'au comptant. En conséquence, tous billets souscrits en son nom pour la société n'engageront en rien cette dernière.

En cas de décès du gérant, il sera remplacé, comme il est dit ci-dessus; mais dans aucun cas ses héritiers ne pourront faire apposer les scellés sur les objets et livres appartenant à la société.

Dans le cas où, avant l'expiration des termes fixés pour la durée de la société, il serait constaté, par deux inventaires annuels et successifs, que les produits nets des ventes de marchandises, après déduction de tous les frais de capital social, aux actionnaires, et des derniers pourvoir provoquer la dissolution de la société et sa mise en liquidation.

M. Blee et elle-même banquier de la société.

En cas de maladie ou d'empêchement majeur du gérant, la société sera tenue de lui donner un successeur, qui devra prendre ses lieux et place et ses obligations.

Quant à la prise d'actions dont il est parlé ci-dessus, elle le déchargera de toute responsabilité tant vis-à-vis de la société que tiers, après l'apurement de ses comptes d'administration. Il lui est expressément défendu de faire des affaires autrement qu'au comptant. En conséquence, tous billets souscrits en son nom pour la société n'engageront en rien cette dernière.

En cas de décès du gérant, il sera remplacé, comme il est dit ci-dessus; mais dans aucun cas ses héritiers ne pourront faire apposer les scellés sur les objets et livres appartenant à la société.

qu'elle puisse être aucunement inquiétée ou recherchée à raison desdits frais d'acquisition ou autres.

M. Blee conservera néanmoins, pendant tout le cours de la gérance, le droit d'habiter la maison de Saint-Ouen, comprise dans son apport social.

M. Blee sera seul gérant responsable. Il sera tenu, pendant le cours de sa gestion, de conserver pour 100,000 fr. d'actions, qui ne pourront être détachées du registre. Il lui est expressément défendu de faire aucune opération sur les places pour son compte particulier ou pour celui de toute autre société, soit pendant sa gérance, soit après sa démission acceptée.

Les autres actionnaires seront simples commanditaires; ils ne pourront être obligés au-delà du capital nominal de leurs actions.

La raison sociale sera: A. BLEE et Co. La dénomination sera: Société des grandes glaceries de Saint-Ouen.

La durée de la société sera de vingt années, qui ont commencé à courir du 1er février 1845.

Le siège de la société sera rue Grange-Battelière, 4, où se trouve aujourd'hui le bureau central de l'opération.

Le capital social est fixé à 510,000 fr., montant de l'apport de M. Blee, franc de tous frais de charges, notamment des frais de remplissage des lettres, lesquels ont été acquittés par M. Blee pour la présente année; il est divisé en cinq cent dix actions de 1,000 fr. chacune.

En cas de maladie ou d'empêchement majeur du gérant, la société sera tenue de lui donner un successeur, qui devra prendre ses lieux et place et ses obligations.